



**HAL**  
open science

## Université de Haute-Alsace. La longue histoire d'une jeune université

Nicolas Stoskopf

► **To cite this version:**

Nicolas Stoskopf. Université de Haute-Alsace. La longue histoire d'une jeune université. La Nuée Bleue, 34 p., 2005. hal-00934942

**HAL Id: hal-00934942**

**<https://hal.science/hal-00934942v1>**

Submitted on 23 Jan 2014

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



## **Université de Haute-Alsace La longue histoire d'une jeune université**

**par Nicolas Stoskopf, CRESAT, Université de Haute-Alsace, Mulhouse**

Le 8 octobre 1975, il y a trente ans, le Premier ministre Jacques Chirac signait un décret créant l'Université du Haut-Rhin. A première vue, l'événement peut paraître mince, lorsqu'on sait qu'il existait un Centre universitaire du Haut-Rhin (CUHR) depuis 1970 et que ce dernier n'était pas lui-même une création ex-nihilo : le Collège scientifique universitaire de Mulhouse (CSU) remonte à 1958, l'École textile à 1861, l'École de chimie à 1822... Bien plus, le décret de 1975 instaurait une situation provisoire dont l'université ne sortit qu'au printemps 1977 par la mise en place de ses instances légales et le choix de son nom définitif, Université de Haute-Alsace (UHA).

Mais, on l'aura compris, l'UHA ne s'est pas faite en un jour et un trait de plume. Privée de quartiers de noblesse, elle n'a pas pu se contenter de naître... Il faut en réalité prendre toute la mesure de cette longue histoire pour admettre que le trentième anniversaire, célébré en 2005, n'est pas celui d'une naissance ordinaire, mais d'un long processus qui, connaissait, ce 8 octobre 1975, un *aboutissement* et se renouvelait par un *défi*. L'aboutissement était celui des efforts menés depuis un siècle et demi pour créer à Mulhouse des enseignements et une recherche scientifique dignes de ce nom, auxquels le décret ministériel apporta une consécration attendue et une reconnaissance légitime. Le défi, c'était d'être à la hauteur, de surmonter ses complexes de « petite dernière » et de faire ses preuves pour ne pas rester seulement une université sur le papier d'un décret, mais prendre toute sa place, dans un Hexagone universitaire bien rempli comme dans le triangle très fermé des vénérables institutions du Rhin supérieur, toutes pluri-centenaires, les universités de Bâle, Fribourg-en-Brigau ou Strasbourg. De ce point de vue, la date du 8 octobre 1975 s'impose, car elle est le point d'articulation entre ces deux histoires, longue gestation et courte vie, dont la combinaison constitue le riche passé de cette jeune université. Avant comme après, celle-ci est le produit d'une construction collective permanente qui a impliqué de nombreux acteurs, qui a connu des accélérations et des ralentissements en fonction de la détermination ou de l'enthousiasme des uns et des autres, mais aussi des obstacles rencontrés.

Poser quelques jalons de ce passé, repérer quelques évolutions significatives, les inscrire

dans le devenir d'un territoire, c'est toute l'ambition de cet essai qui atteindrait son but s'il était perçu d'abord comme un hommage à tous ceux qui ont contribué à bâtir l'Université de Haute-Alsace, la chronique d'une histoire finalement mal connue et, recherche scientifique oblige, une incitation à des investigations plus approfondies pour de jeunes doctorants en mal de sujets...

## **I. Un aboutissement : questions sur la vocation mulhousienne**

Lorsque, dans les années 1950, émergea le projet de développer des enseignements universitaires à Mulhouse, une idée-force s'imposa comme la clé de la réussite, celle d'une « vocation mulhousienne<sup>1</sup> » fondée sur la liaison entre la science et l'industrie. Elle présentait le double mérite de se démarquer d'emblée des traditions académiques les mieux établies et d'être en phase avec les impératifs de modernisation qui s'imposaient à la nation. Il faut toutefois se méfier de la part de déterminisme contenue dans le terme de vocation. Il serait si simple de montrer la filiation entre l'industrie et la science, entre la science et l'enseignement, entre l'enseignement et l'université, celle-ci s'imposant comme une évidence. Or l'histoire mulhousienne bouscule les enchaînements attendus.

### **La curiosité scientifique des industriels mulhousiens**

Contrairement à une idée reçue, la science y a précédé l'industrie : bien avant de fabriquer des indiennes et de s'intéresser à la chimie des colorants, nombre de familles patriciennes avaient fait des sciences leur métier ou, dans le droit fil de l'esprit des Lumières, leur passe-temps favori. Ainsi rencontre-t-on dès le XVIII<sup>e</sup> siècle des médecins et des pharmaciens, des botanistes ou des minéralogistes, chez les Dollfus, Hofer, Kœchlin ou Risler. Jean-Henri Dollfus, le cofondateur en 1746 de la première manufacture d'indiennes, descendait par sa mère des Bernoulli, une célèbre famille de mathématiciens bâlois, que toute la dynastie Dollfus et sa parenté, c'est-à-dire, par le jeu des mariages, une bonne partie du patronat mulhousien des XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles, comptent parmi leurs ancêtres. En marge du milieu industriel, Jean-Henri Lambert (1728-1777) est une grande figure mulhousienne des Lumières, s'illustrant dans les domaines les plus divers du savoir, l'astronomie, les mathématiques, la physique, la cartographie (projection Lambert), la littérature ou la philosophie<sup>2</sup>. S'il est certain que cette curiosité scientifique a constitué un atout de poids dans le développement de l'impression sur étoffes, de la chimie et des constructions mécaniques, il est remarquable de constater qu'elle a survécu dans sa forme désintéressée à ses applications

---

<sup>1</sup> L'expression fut notamment utilisée par H.-J. Maresquelle, doyen de la Faculté des sciences de Strasbourg, lors des Journées scientifiques de Mulhouse de mai 1958 (*Bulletin de la Société industrielle de Mulhouse (BSIM)*, n° 691, 2-1958, p. 43) et reprise par Émile Muller en 1961 (*BSIM*, n° 704, 3-1961, p. 34).

<sup>2</sup> Voir notamment *La vie, l'œuvre et l'influence de Jean-Henri Lambert*, Colloque international du 26-30 septembre 1977, Université du Haut-Rhin, Institut des sciences exactes et appliquées, Mulhouse, 1977.

industrielles : ainsi Daniel Dollfus-Ausset, fils du fondateur de Dollfus-Mieg & Cie (DMC), fut au XIX<sup>e</sup> siècle un pionnier reconnu de la glaciologie, et Édouard Kœchlin, associé de son frère Nicolas, le promoteur de la ligne de chemin de fer Strasbourg-Bâle, possédait un cabinet de physique et constitua une remarquable collection de minéraux. Ces exemples, parmi d'autres<sup>3</sup>, montrent à quel point il serait réducteur de considérer que la science procède à Mulhouse de l'industrie et serait vouée, par filiation ou tradition historique, à la recherche appliquée.

### **De « la chimie appliquée aux arts » à la recherche scientifique**

Il est vrai que l'initiative de la fondation de l'École de chimie en 1822 revint aux industriels locaux. Comme l'annoncèrent les *Affiches de Mulhouse*, « l'ouverture du cours de chimie *appliqué aux arts* se fera le 1<sup>er</sup> du mois de mars prochain, dans le local du collège ». Les premiers auditeurs, parmi lesquels on repère les noms de Dollfus, Heilmann, Kœchlin, Schlumberger, Zuber, appartenaient bien au milieu des manufacturiers<sup>4</sup>. L'histoire de cette école est néanmoins marquée par une émancipation progressive du corps enseignant qui, sans jamais tourner le dos à l'industrie, a réussi à insuffler à l'école une dynamique propre et à lui faire atteindre un haut niveau scientifique qui n'était pas nécessairement inscrit dans les circonstances de sa fondation. Ici, c'est l'enseignement qui a fini par produire de la science.

On peut suivre cet élan à travers quelques grandes figures de professeurs, presque tous étrangers, par leurs origines, au milieu local : Achille Penot (1801-1886), qui assura le cours de chimie de 1825 à 1854, n'était pas un véritable spécialiste de la chimie. Venant de Nîmes, il était titulaire d'un simple baccalauréat ès sciences lorsqu'il commença sa carrière enseignante au collège de Mulhouse. Il gravit les échelons universitaires, passa un doctorat de physique à Strasbourg en 1829 et se fit une place, lui, le professeur catholique, au sein de la Société industrielle de Mulhouse (SIM), fondée en 1826. Il en devint la cheville ouvrière, siégea dans trois comités et assura la publication de son bulletin. Vice-président de 1852 à 1871, il eut même l'honneur d'en exercer la présidence par intérim pendant six mois en 1860<sup>5</sup>.

Son successeur, Paul Schutzenberger (1829-1897), issu d'une famille de brasseurs strasbourgeois, était un chimiste de premier plan<sup>6</sup>. A son arrivée, le cours passa à deux ans. Il écrivit au recteur en 1863 : « J'ai cherché depuis dix ans, comme professeur de chimie aux écoles de Mulhouse, à utiliser les ressources d'un laboratoire bien monté pour travailler aux

---

<sup>3</sup> Cf. Michel HAU et Nicolas STOSKOPF, *Les dynasties alsaciennes*, Paris, Perrin, 2005, p. 78.

<sup>4</sup> Archives municipales de Mulhouse (AMM), rétributions scolaires, R II Be2, source citée par Jean-Michel DOLLE et Jean MEYBECK, *École supérieure de chimie de Mulhouse, Historique 1822-1972*, sl, sd, p. 16.

<sup>5</sup> Florence OTT, *La Société industrielle de Mulhouse, 1826-1876, ses membres, son action, ses réseaux*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 1999, p. 148 et suivantes.

<sup>6</sup> Fils de Georges-Frédéric Schutzenberger, avocat, maire de Strasbourg (1837-1848), il était petit-fils de brasseur et le neveu de Louis Schutzenberger qui introduisit la technologie de la fermentation basse dans la brasserie strasbourgeoise.

progrès de la science<sup>7</sup>. » Quittant Mulhouse en 1865, il deviendra professeur au Collège de France et entrera à l'Académie des sciences.

Un nouveau degré fut franchi avec la nomination en 1880 d'Emilio Noelting (1851-1922)<sup>8</sup>, qui marque le début de « l'âge d'or de l'École de chimie<sup>9</sup> ». Celle-ci venait d'emménager, en 1879, dans ses propres murs, des locaux flambant neufs construits à l'initiative de la SIM avec le soutien de la municipalité qui avait fourni le terrain au quai du Fossé (avenue Kennedy). Noelting, spécialiste de la chimie des colorants, créa une initiation à la recherche, prolongea la scolarité d'une troisième année, obligatoire à partir de 1888, puis d'une quatrième, officialisée en 1899. Le nombre des élèves doubla entre 1880 et la fin du siècle, passant de 35 à 70-80, et leur recrutement s'internationalisa de plus en plus : aux autochtones qui formaient en gros un tiers de l'effectif, s'ajoutaient des Français et des Allemands, des Suisses, des Autrichiens, des Italiens, quelques Anglais et un important contingent de Russes. Entre 1881 et 1914, quatre-vingt-dix thèses furent préparées à Mulhouse pour être soutenues dans des universités helvétiques ou françaises. Selon Jean-Michel Chézeau, le succès de Noelting repose sur l'idée que « le métier de chimiste textile ne peut être bâti sur l'apprentissage de tours de mains vite démodés, mais doit se construire sur une connaissance scientifique de l'ensemble de la chimie et même inclure une initiation aux méthodes de la recherche scientifique. (...) L'apport le plus important de Noelting aura été d'inclure la formation par la recherche dans le cursus de l'école<sup>10</sup>. » Le 6 mai 1905, on célébra avec éclat le jubilé d'Emilio Noelting pour fêter ses vingt-cinq années de présence à la tête de l'école. Il y resta encore dix ans, mais fut expulsé par les Allemands en 1915.

Dans l'entre-deux-guerres, Martin Battegay (1883-1942), directeur de l'école à partir de 1926, mena quelques réformes structurelles essentielles. Ainsi par un décret du 4 décembre 1930, l'école perdit son statut d'établissement municipal pour être érigée en fondation privée reconnue d'utilité publique qui prit le nom d'École supérieure de chimie de Mulhouse (ESCM). Placée sous le patronage de la Ville, de la Société industrielle et de la Chambre de commerce de Mulhouse, elle voyait confirmés ses liens avec l'enseignement supérieur dont trois représentants entraient à son conseil d'administration. En 1935, la Commission des titres d'ingénieurs, nouvellement créée, reconnut d'emblée le diplôme délivré par l'ESCM<sup>11</sup>. Après

---

<sup>7</sup> Lettre de P. Schutzenberger, 29.8.1863, Archives nationales, F17 21713, citée par F. LE PRIEUR, *Les conditions de la constitution d'une discipline scientifique : la chimie organique en France, 1830-1880*, thèse Paris-Sorbonne, 1977, et par Jean-Michel CHEZEAU, « Des écoles d'ingénieurs dans une sous-préfecture ! Les spécificités mulhousiennes, 1850-1950 », *Ecole nationale supérieure de chimie de Mulhouse, Université de Haute-Alsace, 175<sup>ème</sup> anniversaire, 1822-1997, BSIM*, n° 836, octobre 1997, p. 18.

<sup>8</sup> Né à Saint-Domingue d'un père d'origine danoise qu'il perdit, âgé d'un an à peine, il vécut ensuite à Hambourg, fit sa scolarité à Paris, réussit en 1870 l'examen d'entrée à l'École centrale, mais poursuivit ses études, en raison des événements, au Polytechnicum de Zurich. Docteur en 1875, il travailla dans l'industrie avant de rejoindre Mulhouse en 1880. D'après Raymond OBERLE, « Noelting Emilio », *Nouveau Dictionnaire de Biographie Alsacienne (NDBA)*, p. 2853-2854.

<sup>9</sup> D'après J.-M. CHEZEAU, *op. cit.*, p. 18.

<sup>10</sup> *Id.*, p. 18-19.

<sup>11</sup> *Ecole supérieure...*, *op. cit.*, p. 31-32.

avoir organisé le repli de l'école à Toulouse à l'automne 1939, puis son transfert dans les locaux de l'École de chimie industrielle de Lyon, Battegay dut démissionner en application des lois antisémites du gouvernement de Vichy.

Son successeur, Jean Lichtenberger (1899-1984)<sup>12</sup>, réussit à maintenir une activité d'enseignement et de recherche pendant toute la durée de l'Occupation. Dès 1945, fut instauré un concours d'entrée et la quatrième année d'étude généralisée. Bien que privée, l'école fut assimilée en 1948 à une école nationale supérieure d'ingénieurs (ENSI). Entre-temps avait été créé, en janvier 1947, le Centre de recherches textiles de Mulhouse (CRTM), spécialisé dans la chimie des textiles et leur traitement. La boucle était en quelque sorte bouclée : l'École de chimie accueillait en son sein un laboratoire, créé pour des besoins industriels précis, parce qu'elle avait réussi à construire sa réputation en recherche fondamentale<sup>13</sup>.

Cette première phase de l'histoire de l'École de chimie est tout à fait significative de la façon dont se sont organisés à Mulhouse les liens entre la science et l'industrie : celle-ci donne incontestablement l'impulsion, via la SIM ou la chambre de commerce, mais la science conserve son autonomie et ses soucis d'exigence qui lui donnent ensuite les moyens de remplir ses missions. Quant au troisième partenaire, la Ville, si sa participation était dans l'ordre des choses pendant une bonne partie du XIX<sup>e</sup> siècle, à une époque où la municipalité était une émanation directe du milieu industriel, elle devint plus originale au fur et à mesure des évolutions socio-politiques.

### **D'un enseignement textile professionnel à la formation d'ingénieurs**

Malgré des similitudes évidentes, la trajectoire de l'École textile est très différente<sup>14</sup>. On y retrouve l'initiative patronale, en l'occurrence de la SIM et de son président Nicolas Kœchlin (1812-1875)<sup>15</sup> qui lança en juillet 1861 un appel à la création d'une école théorique et pratique de tissage. Il s'agissait de renforcer la formation professionnelle dans la perspective d'une concurrence anglaise plus vive à la suite du traité de commerce de 1860. Un mois plus tard, se constitua une société civile qui chargea Émile Fries (1820-1886) de prendre la direction de la nouvelle école. Elle emménagea en 1865 dans ses nouveaux locaux du quai des Pêcheurs où elle demeura jusqu'en 1977<sup>16</sup>. Elle y fut rejointe en 1868 par l'École de filature, fondée en 1864 selon un schéma analogue, avec laquelle elle fusionna.

Sous la direction d'Émile Fries jusqu'en 1885, puis de ses successeurs, Oscar Wild, Albert

---

<sup>12</sup> Né à Mulhouse, J. Lichtenberger fit ses études à Paris, mais prépara une thèse sous le direction de Noelting. Il fut nommé professeur à l'ESCM en 1926. (D'après Raymond OBERLE, « Lichtenberger Jean », *NDBA*, p. 2359).

<sup>13</sup> Voir à ce sujet les articles de Charles SADRON, « Développement scientifique dans le cadre régional » et de Jean MEYBECK, « Le Centre de recherches textiles de Mulhouse », *Journées scientifiques de Mulhouse, BSIM*, n° 691, 2-1958, p. 30 et p. 33-37.

<sup>14</sup> Sur l'histoire de l'École textile, voir Paul F. SPECKLIN, *Au fil d'une histoire, chronique de l'Association des anciens élèves de l'École textile de Mulhouse (1896-1996)*, Mulhouse, 1996.

<sup>15</sup> Fils de Nicolas Kœchlin (1781-1852) et gendre d'André Kœchlin, il fit sa carrière industrielle dans l'entreprise de construction mécanique de son beau-père, André Kœchlin & Cie, et présida la SIM de 1861 à 1864.

<sup>16</sup> Ses locaux accueillent désormais l'École des beaux-arts de Mulhouse.

Rohr et Frédéric Ortlieb<sup>17</sup>, la réputation de l'école lui permit de recruter également bien au delà des limites de la région : au début du XX<sup>e</sup> siècle, l'effectif se répartissait en trois contingents d'importance comparable, des Alsaciens, des Français et des étrangers d'origines très diverses<sup>18</sup>. Mais l'élévation du niveau des étudiants fut un combat constant qui se heurtait à la nature très professionnelle des enseignements et à l'étroitesse des débouchés. L'instauration à partir de 1919 d'un examen d'entrée à ce qui était devenu l'École *supérieure* de filature et de tissage, la délivrance d'un brevet d'ingénieur textile à partir de 1924 aux diplômés qui atteignaient une moyenne de 16 sur 20, firent partie des mesures destinées à rehausser l'image de l'école. Mais il faut bien reconnaître que l'aiguillon essentiel est cette fois venu de l'extérieur, en l'occurrence du ministère de l'Éducation nationale : la délivrance du titre d'ingénieur textile fut confirmée en 1936, mais à condition d'un recrutement au niveau du baccalauréat scientifique complet, de trois années d'études et d'au moins une heure et demie quotidienne d'enseignement scientifique général. A la veille de la guerre, l'École textile dut se réorganiser en profondeur pour remplir ces conditions et... faire entrer la science dans l'enseignement industriel.

### **Les nouvelles impulsions des années 1950**

Il fallut une nouvelle mobilisation au milieu des années 1950 pour mettre vraiment l'enseignement universitaire mulhousien sur les rails. L'occasion fut fournie par les projets gouvernementaux destinés à décongestionner les facultés des sciences, où la situation était déjà tendue, mais ne pouvait que s'aggraver avec l'arrivée de la vague démographique prévue pour la décennie suivante. Gaston Berger, directeur de l'enseignement supérieur de 1953 à 1960, fut l'homme de cette politique<sup>19</sup> : il annonça en octobre 1957, lors du colloque de Grenoble consacré aux contacts entre l'université et l'industrie<sup>20</sup>, la création d'une demi-douzaine de collèges scientifiques universitaires, « préparant à la propédeutique et à certains certificats de licence de sciences ». Le décret officiel parut quelques jours plus tard, le 8 octobre 1957.

À Mulhouse, on était prêt pour accueillir l'un de ces collèges. Jacques-Henry Gros raconte comment Henri Zuber et lui-même avaient pris l'initiative de réunir à la SIM un groupe de réflexion et de proposition comprenant « Bernard Thierry-Mieg l'entraîneur, Jean Dollfus l'ambassadeur, Émile Muller le politique, Jean-Baptiste Donnet l'enseignant<sup>21</sup> ». Aux quatre

---

<sup>17</sup> Frédéric Ortlieb (1877-1969) dirigea l'École textile de 1914 à 1940.

<sup>18</sup> P. SPECKLIN, *op. cit.*, p. 66.

<sup>19</sup> Gaston Berger (1896-1960) était docteur ès lettres et philosophe. Il entra à l'Académie des sciences morales et politiques en 1955. Il est le père du chorégraphe Maurice Béjart.

<sup>20</sup> Cf. le compte-rendu de Jean-Baptiste DONNET, « Le colloque université-industrie », *BSIM*, n° 690, 1-1958, p. 5-15.

<sup>21</sup> Jacques-Henry GROS, *Au fil du siècle, Mémoires humanistes d'un chef d'entreprise mulhousien*, Strasbourg, La Nuée Bleue, 2004, p. 256.

industriels, tous représentants du patronat mulhousien protestant et dynastique<sup>22</sup>, s'étaient joints le maire (à partir d'octobre 1956) de Mulhouse et le directeur-adjoint de l'École de chimie. Parallèlement, le CAHR avait créé en 1955 une commission de liaison enseignement-industrie présidée par Guy Delacote, directeur général des MDPA.

Les industriels, confrontés à l'ouverture européenne qui se dessinait et au défi de la modernisation du tissu industriel alsacien, largement fondé sur des activités traditionnelles, étaient légitimement préoccupés par le niveau de formation dans le Haut-Rhin et par l'exode des étudiants ou des diplômés : le système scolaire n'amenait dans le département que 400 candidats par an aux épreuves des baccalauréats scientifiques<sup>23</sup>, dont une cinquantaine seulement pouvait espérer trouver une place dans les deux écoles d'ingénieurs locales. Mulhouse ne comptait à cette époque que 180 étudiants. C'est pourquoi, avant toute décision de l'Éducation nationale, une série d'initiatives furent prises sur le terrain pour diversifier l'offre de formation et retenir les étudiants : ouverture en 1956 d'un centre associé au CNAM, organisation de cours de formation permanente, projet d'un cours de capacité en droit (qui démarra à la rentrée de 1958), ouverture en 1958 d'un foyer d'étudiants servant des repas dans la propriété du Mont-des-Roses mise à disposition par la SIM<sup>24</sup>.

Parallèlement, l'École de chimie cherchait à obtenir un label universitaire : de « longues, patientes et délicates négociations » aboutirent au décret du 24 mai 1957 qui rattacha l'École de chimie à l'Université de Strasbourg comme institut de faculté. Les nouveaux statuts « lui laissaient une grande autonomie de gestion financière et pédagogique, tout en lui assurant les possibilités et les moyens d'une expansion qui allait se traduire dans les faits<sup>25</sup> ».

A travers ces différentes initiatives, il est remarquable de constater la collaboration exemplaire entre les milieux industriels – patronaux –, les enseignants et une municipalité, « d'entente communale » certes, mais dirigée par un socialiste, membre du comité directeur de la SFIO<sup>26</sup>. Dès son élection, à la suite du décès de Jean Wagner, et sa prise de fonction, le 8 octobre 1956, Émile Muller fit allusion à de grands projets qui devaient transformer Mulhouse en « une ville modèle<sup>27</sup> ». Il est très probable que la réalisation de ce qui deviendra

---

<sup>22</sup> Jean Dollfus (1899-1985) était à cette époque directeur-général de l'usine SACM de Mulhouse et président de la SIM (1945-1964) ; Henri Zuber (1901-1967) était directeur à la SACM et vice-président de la SIM ; Bernard Thierry-Mieg (1902-1988) et Jacques-Henry Gros (né en 1911) étaient encore au début de leur carrière comme patrons de l'industrie textile.

<sup>23</sup> D'après Jean-Baptiste DONNET, « Note sur la création d'un collège universitaire à Mulhouse », *BSIM*, n° 691, 2-1958, p. 57. En 1961, le taux de scolarisation dans le second degré n'était encore dans le Haut-Rhin que de 31 %, soit 8 points de moins que la moyenne nationale (39 %). Cf. Lucien PAYE, ministre de l'Éducation nationale, *BSIM*, n° 704, 3-1961, p. 57.

<sup>24</sup> La propriété, léguée par Gabrielle Kœchlin à la SIM, fut aménagée sous la direction de Jean Meybeck, alors directeur-adjoint de l'École de chimie et inaugurée le 5 mai 1958. Le foyer resta en service jusqu'à l'ouverture du restaurant universitaire de l'Illberg en octobre 1967. D'après *École supérieure...*, *op. cit.*, p. 36.

<sup>25</sup> *École supérieure de chimie...*, *op. cit.*, p. 38.

<sup>26</sup> Cf. Bernard FISCHBACH, *Ces maires qui ont fait Mulhouse*, Steinbrunn-le-Haut, Editions du Rhin, 1983, p. 101 et suivantes.

<sup>27</sup> Discours d'intronisation d'Émile Muller, séance du conseil municipal, 8.10.1956, AMM.



le campus universitaire de l'Illberg<sup>28</sup> était déjà envisagée à ce moment. En effet, la Ville avait repris en juillet 1955 un projet de régularisation des bords de l'Ill et de création d'un parc municipal des sports qui remontait à 1937. Touché par l'expropriation d'un quart de ses terres, le gérant de la Société anonyme du domaine de l'Illberg, Pierre Schlumberger<sup>29</sup>, offrit en novembre 1955 de céder la totalité des parts sociales, et donc les 69 hectares du domaine, pour un prix de 172 millions de francs de l'époque<sup>30</sup>. Il fallut attendre un vote à huis clos du conseil municipal le 1<sup>er</sup> juillet 1957 pour officialiser la transaction<sup>31</sup>. Quelques mois plus tard, le 12 novembre, Émile Muller put annoncer au conseil municipal en séance publique la création du « groupe universitaire de l'Illberg » qui comprendrait l'ouverture d'une propédeutique scientifique, le transfert de l'École de chimie et la construction d'une cité universitaire. La ville offrait le terrain et inscrivait à son budget de 1958 une somme de 10 millions de francs pour permettre le démarrage rapide des travaux. A un conseiller qui lui reprochait le manque de clarté de son propos, Émile Muller répliqua avec aplomb : « Bien sûr, l'exposé n'est pas très clair, il n'est même pas chiffré : il s'agit simplement de la prise en considération d'un de nos projets. (...) Nous vous demandons actuellement, sans pour autant pouvoir chiffrer, ni le montant des travaux, ni la subvention de l'État, de vous engager à demander à l'Éducation nationale l'implantation de toute cette cité universitaire à Mulhouse sur un terrain que nous mettons à la disposition de l'Éducation nationale. »

Sur ce point, l'action de la municipalité fut décisive, comme le reconnut Bernard Thierry-Mieg un peu plus tard : si Gaston Berger et Pierre Donzelot, directeur général de l'équipement universitaire, scolaire et sportif au ministère de l'Éducation nationale<sup>32</sup>, s'étaient laissé convaincre d'implanter à Mulhouse un collège universitaire, « c'est d'abord parce qu'ils ont été séduits par l'esprit novateur d'une municipalité qui avait acquis à l'avance tous les terrains nécessaires à l'œuvre dont ils étaient responsables<sup>33</sup> ».

### **L'apothéose des Journées scientifiques (mai 1958)**

Les Journées scientifiques, organisées du 21 au 23 mai 1958 par le même Bernard Thierry-Mieg et la SIM, marquèrent l'apothéose du projet universitaire mulhousien : alors qu'Alger

---

<sup>28</sup> Non seulement le terme de campus n'est pas utilisé à l'époque, mais il sert de repoussoir : ainsi, aux Journées textiles d'octobre 1961, Jean Pozzi, délégué général du ministère de la Construction chercha à démontrer que l'Illberg se distinguerait des campus anglo-saxons isolés de la ville dans laquelle ils étaient un corps étranger et qu'il permettrait au contraire aux étudiants et aux professeurs de s'intégrer à la vie urbaine. Cf. J. POZZI, « Développement et harmonisation des implantations scolaires et universitaires dans le cadre de la ZUP de l'Illberg », *BSIM*, n° 704, 3-1961, p. 36.

<sup>29</sup> Né en 1891, il était le petit-fils de Jules-Albert Schlumberger (1804-1892) qui exploitait à Mulhouse les usines de la Dentsche (à l'emplacement de la tour de l'Europe) et de la Mer Rouge.

<sup>30</sup> Lettre du 7.11.1955, Réquisition et cession du domaine de l'Illberg, AMM 10 Ad 22.

<sup>31</sup> Au prix de 127,8 millions de francs qui tenait probablement compte de l'expropriation préalable de 18 ha. Point 11 de la séance à huis clos du conseil municipal de Mulhouse, 1.7.1957, AMM 1118 W 41.

<sup>32</sup> Pierre Donzelot (1901-1960), né à Valentigney, docteur en sciences physiques, avait été le prédécesseur de Gaston Berger comme directeur général de l'enseignement supérieur de 1948 à 1953. Après une mission aux États-Unis, il occupa ses nouvelles fonctions au ministère de l'Éducation nationale à compter d'août 1956.

<sup>33</sup> Bernard THIERRY-MIEG, « Un effort collectif », *BSIM*, n° 702, 1961, p. 13.

était insurgé et qu'à Paris, le gouvernement de Pierre Pflimlin se débattait dans les pires difficultés, à Mulhouse, en présence d'Henri Longchambon, ancien ministre, président du Conseil supérieur de la recherche scientifique, l'heure était à l'enthousiasme et aux congratulations, à une autosatisfaction bien compréhensible et aux envolées lyriques. La palme revient sans doute au doyen Maresquelle lorsqu'il exprima ce vœu personnel : « Puissiez-vous séduire quelques Parisiens, et ce faisant, répandre à Paris l'opinion (toute nouvelle) qu'il est bon, qu'il est sain, qu'il est beau d'aller passer une année d'études (ou plus) en province<sup>34</sup>. » Plus sobrement, Gaston Berger annonça l'ouverture « à la rentrée prochaine » de deux enseignements de propédeutique en mathématiques générales-physique (MGP) et en mathématiques-physique-chimie (MPC), première étape du collège scientifique universitaire. « Un tel collège », ajouta-t-il avec un soupçon de paternalisme, « n'est pas un établissement de second ordre (...). Il aura le statut juridique et administratif d'un institut de faculté ; c'est donc une partie de la Faculté des sciences de Strasbourg que vous aurez ici à Mulhouse, et non un établissement d'enseignement supérieur au rabais<sup>35</sup>. » Jean-Baptiste Donnet, chargé de la conception du futur collège, expliqua ce qu'on attendait d'un enseignement propédeutique, à savoir un complément de formation, une transition entre les méthodes des lycées et des facultés et une sélection des candidats à l'enseignement supérieur<sup>36</sup>.

Le clou de ces journées fut, le vendredi après-midi, la visite du terrain de l'Illberg, qui frappa beaucoup les imaginations<sup>37</sup>, et la présentation dans la salle des sports, inaugurée trois semaines auparavant, de la « maquette géante ». Les auditeurs purent vérifier la cohérence d'un projet d'urbanisme qu'Émile Muller leur avait déjà présenté la veille : la Ville entendait réserver un espace considérable de 150 ha consacré à la formation de la jeunesse et destiné à accueillir « un vaste ensemble universitaire, technique et sportif » qui serait « un exemple pour l'équipement général de notre pays<sup>38</sup> ». La proximité des équipements sportifs et universitaires était en effet une idée centrale du projet d'Émile Muller, exprimée déjà devant le conseil municipal en novembre 1957 : « A l'écart de la vie intense de la cité, qu'ils pourront atteindre cependant par autobus direct en dix minutes, les étudiants trouveront sur place toutes les installations sportives qu'ils pourront souhaiter : terrains de rugby, football, handball, basket-ball, stades, salles de sport, auberge de jeunesse, piscines en plein air, centre nautique, tennis, etc.<sup>39</sup> »

Le plan-masse, dessiné par les architectes mulhousiens René Rotter et François Spoerry,

---

<sup>34</sup> H.-J. MARESQUELLE (doyen de la Faculté des sciences de Strasbourg), « Introduction », *BSIM*, n° 691, 2-1958, p. 43.

<sup>35</sup> G. BERGER, « Conclusions », *ibid.*, p. 61.

<sup>36</sup> J.B. DONNET, « Note sur la création d'un collège universitaire à Mulhouse », *ibid.*, p. 55.

<sup>37</sup> Le recteur Jean Babin évoqua dans son allocution « ces terrains, couverts de blé en herbe, où s'élèvera bientôt la cité universitaire » et Gaston Berger, le collège universitaire construit « sur les belles prairies et près des frais ombrages... », *ibid.*, p. 84 et 125.

<sup>38</sup> É. MULLER, « Allocutions d'ouverture », *ibid.*, p. 13.

<sup>39</sup> É. MULLER, séance du conseil municipal, 12 .11.1957, p. 348, AMM.

respectait un strict zonage fonctionnel conforme aux principes d'urbanisme de la charte d'Athènes : le parc municipal des sports, le campus, une zone d'habitation et le collège technique (le futur lycée Louis-Armand) se succédaient d'est en ouest le long d'un vaste croissant ouvert vers le nord. Pour le campus, les principes de base étaient de favoriser les relations entre étudiants de différentes disciplines, d'atteindre une certaine grandeur dans la composition « pour consacrer l'importance accordée par le pays à la formation de ses cadres » et d'utiliser au maximum la nature et les mouvements du terrain. L'établissement du projet fut précédé par un voyage d'étude à Mexico, où venait d'être réalisé un centre universitaire de 30 000 étudiants. Le parti proposé est dans ses grandes lignes celui qui a été finalement retenu : rejet de la circulation routière sur un boulevard périphérique<sup>40</sup>, réalisation d'un mail axial de 1 500 mètres, le long duquel s'échelonnaient les divers instituts. En revanche, l'idée d'un croisement de deux axes perpendiculaire au sommet de la composition, donnant naissance à une agora bordée par la tour de l'École de chimie, fut par la suite abandonnée. Dès février 1958, la Ville avait demandé la nomination d'un architecte au ministère de l'Éducation nationale<sup>41</sup>. Pierre Donzelot désigna à la fin de l'année Marcel Lods<sup>42</sup> : celui-ci s'appuya sur le projet de ses confrères sans le dénaturer, mais en le faisant sensiblement évoluer<sup>43</sup>. D'autres changements ultérieurs s'expliquent également par l'échelonnement des constructions sur plus de quarante ans.

### **Des projets aux réalisations : des années 1960 plus difficiles**

Pour la bonne compréhension de ce qui était en train de se jouer à Mulhouse au tournant des années 1960, y compris du point de vue universitaire, il est indispensable d'élargir la perspective. Mulhouse, ou du moins ses élites, rassemblées autour de la SIM, vécurent pendant ces années-là au rythme des « Journées », honorées par des présences ministérielles de première plan, Journées de l'urbanisme en mai 1959, sous la présidence de Pierre Sudreau, ministre de la Construction, Journées de la jeunesse en juillet 1960, Journées textiles en octobre 1961, présidées par Lucien Paye, ministre de l'Éducation nationale. Ce furent à chaque fois des occasions de présenter les grands projets qui faisaient de Mulhouse un prototype de la modernité, symbolisée par la future tour de l'Europe, et plaçaient la ville, aux dires mêmes d'Émile Muller « à un tournant de son histoire comme elle le fut en 1746 au moment de l'établissement des premières manufactures de toiles peintes (...) et au début du siècle lorsque furent découverts dans sa proximité immédiate les importants gisements de

---

<sup>40</sup> La rue des Frères Lumière apparaît toutefois sur la maquette comme une autoroute... Sur l'ensemble du projet, voir René ROTTER et François SPOERRY, *BSIM*, n° 791, p. 110-112.

<sup>41</sup> Séance du conseil municipal, 3.2.1958, AMM.

<sup>42</sup> Marcel Lods (1891-1976) avait déjà une longue carrière derrière lui, commencée avant-guerre comme associé d'Eugène Baudoin. Il était professeur d'architecture depuis 1956. Il construisit à Mulhouse, en dehors des bâtiments universitaires, la tour Plein-Ciel et le quartier des Coteaux. Il est reconnu comme un spécialiste de l'industrialisation de la construction.

<sup>43</sup> Voir à ce sujet le plan-masse présenté dans *BSIM*, n° 704, 1961, hors-texte (entre p. 30 et 31).

potasse<sup>44</sup> ». Le futur campus universitaire n'était qu'une partie d'un tout et fut d'ailleurs incorporé à la zone à urbaniser par priorité (ZUP) de « Mulhouse-Ouest », d'une superficie de 220 ha, dont la conception d'ensemble fut confiée à Marcel Lods<sup>45</sup>. Quant au développement industriel, il était imaginé au nord et à l'est, le long du Rhin, où devaient s'implanter des unités d'industrie lourde, métallurgiques et chimiques<sup>46</sup>, susceptibles de donner naissance, à une Ruhr alsacienne, voire à un « nouveau Texas<sup>47</sup> ».

Il est facile, avec le recul du temps, d'ironiser sur des options aujourd'hui dépassées. On se bornera à constater que dans cette ville, où l'on prétendait relier science et industrie, on s'ingéniait dans le même temps à les séparer, et même à les opposer spatialement de part et d'autre de l'agglomération. A aucun moment, on ne songeait à cette époque à ébaucher quelque chose qui aurait ressemblé à un technopôle ou, si l'on préfère, à un « Silicon Berg » mulhousien...

A peine ce grand dessein était-il élaboré et présenté au public qu'il venait se briser sur les écueils de la crise du textile, les déconvenues de quelques entreprises emblématiques et autres fiascos industriels<sup>48</sup>. Le ciel politique d'Émile Muller s'assombrit également à cause de la poussée gaulliste : battu par son challenger M<sup>e</sup> Raymond Zimmermann aux législatives de 1962, il sauva son fauteuil de maire en 1964, mais au prix d'une brouille tenace et profonde avec le pouvoir en place. Le rêve, caressé en 1956, de faire de Mulhouse la « ville modèle » s'estompa.

L'histoire du projet universitaire mulhousien doit être appréciée à l'aune de ce contexte devenu défavorable, d'autant que la mort, à quelques semaines d'intervalles en 1960, de Gaston Berger et de Pierre Donzelot, priva Mulhouse de soutiens réputés comme acquis au sein de l'administration centrale. Après l'élan donné en 1958, les années 1960 furent celles des réalisations concrètes, et donc, à ce titre, plus difficiles. L'enthousiasme fit place à un certain désenchantement dont témoigne notamment le constat de Philippe Brandt, président de la SIM, dans l'éditorial du *Bulletin de la Société industrielle de Mulhouse* de 1966 consacré à l'enseignement supérieur scientifique : « Il semble que le développement, que nous appelons

---

<sup>44</sup> É. MULLER, « Promotion d'une ville », *BSIM*, n° 702, 1961, p. 11.

<sup>45</sup> Cf. Didier BURCKLEN, « La ZUP de Mulhouse : genèse de l'ensemble résidentiel des Coteaux », *Les Actes du CRESAT*, n° 1, 2004, p. 56-68.

<sup>46</sup> Ce grand dessein mulhousien du début des années 1960 est bien décrit (et illustré) par Paul MEYER, « Mulhouse d'hier et... de demain », *L'Alsace dans dix ans, Saisons d'Alsace*, n° 1 (nouvelle série), hiver 1962, p. 61-78.

<sup>47</sup> Expression utilisée par un journal bâlois en 1960, *id.*, p. 73.

<sup>48</sup> Peuvent se ranger dans ces diverses rubriques, les fermetures des Filature et Tissage de la Cité (1958), de la Filature de la Porte du Miroir (1961), des établissements Charles Mieg & Cie (1963), le transfert du siège de DMC à Paris (1963), l'échec de TIVAL, concentration éphémère de Schaeffer et de Gillet-Thaon (1963), la fermeture de l'usine Rhénaméca d'Ottmarsheim (1964) qui plongea la SACM dans de graves difficultés. Sur ces questions, voir M. HAU et N. STOSKOPF, *Les dynasties...*, *op. cit.*, chapitres XIV et XV. Dans ce contexte très difficile, l'installation de Peugeot à l'Île Napoléon en 1962 fut une aubaine pour l'économie locale et régionale.

de nos vœux, se soit ralenti au cours des dernières années<sup>49</sup>. »

Pourtant le Collège scientifique universitaire (CSU) était un succès : après avoir ouvert ses portes le 3 novembre 1958, 2, rue du Fil, dans un atelier désaffecté de l'usine DMC rapidement aménagé, il avait été inauguré le 17 novembre, en présence du recteur Angeloz et de nombreuses personnalités, avec tout le lustre nécessaire à un événement considéré d'ores et déjà comme historique<sup>50</sup>. Cinq professeurs accueillirent une première promotion de 52 étudiants<sup>51</sup>. Pierre Taglang (1920-1990), docteur en sciences physiques, seul enseignant à résider à Mulhouse, prit la direction du CSU<sup>52</sup>. Celui-ci resta trois ans dans ses locaux provisoires où toute activité de recherche était impossible. Il prit très progressivement possession des nouveaux bâtiments construits sur l'Illberg par les architectes Lods et Depondt, assistés du Mulhousien Robert Meyer. Une première installation provisoire dans le bâtiment des travaux pratiques, put avoir lieu en janvier 1962 ; les trois amphithéâtres, dont la construction rencontra beaucoup de difficultés en raison de la nature du terrain, furent livrés au début de 1964 ; la bibliothèque et les bureaux des professeurs ne furent disponibles qu'en 1966, tandis que la fin de la deuxième tranche, correspondant aux laboratoires de recherche, hébergés provisoirement dans le bâtiment des travaux pratiques, se fit encore longtemps attendre, faute de crédits<sup>53</sup>.

Entre-temps, les enseignements s'étaient diversifiés : au cours de propédeutique de MPC et de MGP s'ajouta à la rentrée 1962 une licence de sciences appliquées d'électronique, puis en 1967, une maîtrise d'électronique, électrotechnique et automatique (dite maîtrise EEA). Les effectifs augmentèrent rapidement, dépassèrent 300 étudiants à la rentrée de 1963, puis se stabilisèrent à ce niveau. Les chercheurs se répartissaient en deux laboratoires, l'un de physique appliquée, dirigé par Pierre Taglang, l'autre de chimie, dirigé par Jacques Streith. C'est au sein de ce dernier que fut soutenue par Pierre Callot, pour la première fois à

---

<sup>49</sup> P. BRANDT, « L'avenir du centre universitaire de Mulhouse : la recherche », *BSIM*, n° 725, 4-1966, p. 6. P. Brandt, ingénieur chimiste, ancien président de Durand & Huguenin à Bâle, était devenu président de la SIM en 1964.

<sup>50</sup> Pour Émile MULLER, « ce 17 novembre 1958 consacra, j'en suis sûr, pour les historiens de demain, la date officielle de l'implantation à Mulhouse de l'enseignement supérieur », *BSIM*, n° 693, IV-1958, p. 10. Voir également les pages 5 à 19 de ce numéro consacrées à l'inauguration du CSU.

<sup>51</sup> Cette équipe pionnière se composait de MM. Fuchs (mathématiques), Taglang (physique), Deluzarche, Hérold et Wey (chimie). Ils étaient épaulés par trois professeurs de classe préparatoire au lycée, chargés des interrogations et des travaux pratiques, MM. Brignon, Callot et Jung. Cf. Jean MEYBECK, « Allocution », *ibid.*, p. 18-19.

<sup>52</sup> Pierre Taglang, originaire de Haguenau, commença sa carrière comme assistant en 1943 à la *Reichsuniversität* de Strasbourg, puis fut contraint au travail forcé en Allemagne et incorporé de force en janvier 1944. Il s'évada en juillet, s'engagea dans l'armée française en septembre, puis fut démobilisé en février 1945. Après guerre, il fit carrière au CNRS, à Clermont-Ferrand avant d'être nommé à Mulhouse en 1958. Cf. Marie-Claire VITOUX, « Taglang Pierre », *NDBA*, p. 3833.

<sup>53</sup> D'après la situation décrite par Pierre TAGLANG, « Le collège scientifique universitaire de Mulhouse, essai de pédagogie moderne », *BSIM*, n° 725, 4-1966, p. 46-47. Dans son compte-rendu d'activité de 1964-1965, il déplorait que « l'harmonie d'ensemble est néanmoins interrompue par une zone de terrains vagues où émergent des pieux. (...). La situation centrale de cette 2<sup>e</sup> tranche dépare l'aspect général et l'impression laissée aux nombreux visiteurs étrangers est déplorable. (...). Nous avons déjà dû aménager une partie du vide sanitaire en laboratoire ». Archives de l'UHA (AUHA), CU, 1- 1/6.

Mulhouse, le 12 mai 1967, une thèse de doctorat d'État<sup>54</sup>.

Du côté des écoles d'ingénieurs, on connut également quelques difficultés. A la direction de l'École de chimie, Jean Meybeck<sup>55</sup> avait pris la succession de Jean Lichtenberger en septembre 1957. Il était assisté de Jean-Baptiste Donnet, directeur-adjoint. C'est cette équipe qui fut chargée de la construction de la nouvelle école et de la réforme des études. Sur l'Illberg, le premier bâtiment à être achevé fut le Centre de recherches textiles, mis en service au début de 1961. Pour la nouvelle école, un programme pédagogique très complexe fut approuvé définitivement en juin 1960 et remis à Marcel Lods qui élaborait son projet « en liaison étroite avec les professeurs de l'école ». Mais, comme l'avoua Jean Meybeck lui-même, « les difficultés allaient s'accumuler à partir du moment où, les appels d'offres lancés au début de 1962, il fallut dans le jargon technique « rentrer dans les prix plafond » de l'Éducation nationale (...). Il fallut remanier très sérieusement le projet et les conceptions. Et ce n'est qu'au prix de pas mal d'acrobaties techniques, de sacrifices aussi, que l'équilibre financier put être réalisé de justesse, mais l'essentiel du projet était sauvegardé, et les possibilités d'agrandissement maintenues<sup>56</sup>. » La construction dura trois ans, Christian Fouchet, ministre de l'Éducation nationale vint poser la « première pierre » le 21 mai 1963 et la première promotion (dont 36 élèves de première année) prit possession de la nouvelle école le 11 octobre 1965. L'inauguration officielle, présidée par Pierre Aigrain, directeur des enseignements supérieurs, eut lieu le 26 mai 1966 à l'occasion du centenaire d'Alfred Werner, prix Nobel de chimie 1913 et mulhousien d'origine. Les anciens locaux du quai du Fossé furent mis à la disposition du CNRS qui y installa en juillet 1967 le Centre de recherche sur la physico-chimie des surfaces solides dont Jean-Baptiste Donnet prit la direction.

Concernant les études, l'ESCM accueillit à partir de la rentrée 1965 la première année d'étude de l'École d'application des hauts polymères (EAHP) tandis que les enseignements de deuxième année étaient dispensés à la Faculté des sciences de Strasbourg. La réforme du concours des ENSI en 1965 (dont la préparation passait de un à deux ans) conduisit à envisager de ramener la délivrance du titre d'ingénieur à trois ans d'études et à transformer, dès la rentrée de 1966, la quatrième année en options de DEA (diplôme d'études approfondies) existant à Strasbourg. Cette solution permit de maintenir des enseignements de spécialité à l'ESCM dans les domaines de la physique moléculaire, de la chimie organique et de l'électrochimie, tout en rendant possibles des travaux de recherche débouchant sur la préparation d'un doctorat. Un arrêté de décembre 1969 entérina ces évolutions<sup>57</sup>.

De son côté, l'École textile, frappé de plein fouet par les difficultés de la branche, peina à accrocher son wagon au train universitaire qui se mettait en route et à obtenir le rattachement

---

<sup>54</sup> D'après les rapports d'activité 1958-1959 à 1967-1968, AUHA, CU, 1-1/1 à 1/8.

<sup>55</sup> Né en 1909, J. Meybeck a été major de sa promotion à l'École de chimie en 1929, docteur en chimie en 1933, puis, après un passage dans l'industrie, professeur à l'ESCM en 1946 et l'année suivante, directeur du Centre de recherches textiles (R. OBERLE, « Meybeck Jean », *NDBA*, p. 2628).

<sup>56</sup> Jean MEYBECK, « L'École supérieure de chimie de Mulhouse », *BSIM*, n° 725, 4-1966, p. 20-21.

<sup>57</sup> Cf. *École supérieure de chimie...*, *op. cit.*, p. 42-43.

à l'Université de Strasbourg. La formation de techniciens supérieurs en deux ans d'études était mal vue et le niveau de l'école fut considéré comme insuffisant par le ministère de l'Éducation nationale en 1962-1963. Par ailleurs, le financement de l'école était mal assuré et les fins de mois difficiles. Richard Schutz, professeur à l'École de chimie, fut chargé d'élaborer un nouveau programme pédagogique. Il fallut toute la détermination de Victor Hildebrand, directeur de 1946 à 1966, pour obtenir par décret du 26 août 1966 le label universitaire et la transformation en École supérieure des industries textiles de Mulhouse (ESITM). Cette victoire, péniblement acquise, faillit toutefois se retourner contre l'école : mal connue des élèves des classes préparatoires et peu cotée, son recrutement alla en se tarissant dangereusement. Ainsi, la promotion de 1971 ne compta plus que deux ingénieurs diplômés<sup>58</sup>...

Enfin, Mulhouse subit un revers en 1967 en ratant la première vague de création des instituts universitaires de technologie (IUT). Cet échec fut d'autant plus mal ressenti que la formation technique était considérée comme une véritable spécialité locale et que la Ville, une fois de plus, était prête à fournir un terrain et à prendre à sa charge une partie des frais de gestion du nouvel établissement. Ce ne fut pourtant que partie remise, à brève échéance : dès la rentrée 1968, un IUT, dirigé par Guy Perny, accueillit sa première promotion d'étudiants (au nombre de 157) sur les deux sites de Mulhouse, où étaient créés trois départements, génie électrique, génie mécanique et gestion des entreprises et des administrations, et de Colmar où était ouverte une formation aux techniques de commercialisation. Pour Colmar, l'accueil d'un département universitaire, hébergé provisoirement dans les locaux de l'ancien hôpital, fut une étape très importante qu'il faut mettre au crédit de la Ville et de la chambre de commerce<sup>59</sup>.

La meilleure surprise des années 1960 vint sans doute des lettres. L'ouverture d'une propédeutique-lettres à Mulhouse semble s'être dessinée lors des Journées textiles de 1961. Bernard Thierry-Mieg interpella alors le ministre de l'Éducation nationale en ces termes : « Nous avons besoin de littéraires, pour aborder les problèmes de haut, pour nous conduire à une vue synthétique des choses, et pour créer un équilibre harmonieux dans les entreprises et parmi les étudiants. Rien ne vaut, nous l'avons souvent expérimenté, pour la formation des hommes, la version latine et la dissertation française. » Lucien Paye lui répondit l'après-midi : « Ceci est absolument conforme à nos préoccupations et à nos désirs<sup>60</sup>. » De fait, six collèges littéraires universitaires étaient alors programmés pour la rentrée de 1962<sup>61</sup>. Les murs des vieilles facultés, notamment à Strasbourg, craquaient devant l'afflux des étudiants et il était indispensable de décongestionner les grands centres universitaires. En novembre 1962 le ministère de l'Éducation nationale passa un contrat avec la municipalité de Mulhouse, qui devait assurer les frais de gestion pendant trois ans, et la SIM, qui fournissait les locaux : une

---

<sup>58</sup> D'après P. SPECKLIN, *op. cit.*, p. 52-54.

<sup>59</sup> D'après Pierre Netter, interview par Matthieu Le Goïc et Gilbert Pinot, mai 2005.

<sup>60</sup> Cf. *BSIM*, n° 704, 3-1961, p. 34 et 59.

<sup>61</sup> A Brest, Nantes, Nice, Pau, Rouen et Tours. D'après Jean-Georges SAMACOÏTZ, *L'Alsace*, 27-28.5.1966..

fois encore, l'association entre la municipalité et la SIM, et leur volontarisme pour saisir l'occasion au moment où elle se présentait, s'avèrent déterminants.

Le Centre de propédeutiques-lettres, placé sous la direction de Roland Beyer<sup>62</sup>, ouvrit ses portes le 17 octobre 1963 à 180 étudiants. Pour la petite histoire, la séance inaugurale, présidée par le doyen Marcel Simon, fut perturbée par le bizutage des étudiants de première année de l'École de chimie qui répandirent de l'acide isobutyrique, sans parvenir à détourner de sa bonne humeur le doyen, qui déclara à la presse : « Mais c'est charmant ! La tradition estudiantine est en train de prendre pignon sur rue<sup>63</sup>. » Finalement 314 étudiants s'inscrivirent la première année (puis 312 en 1964-1965). Les cours étaient donnés dans plusieurs salles de la SIM par des professeurs de la Faculté des lettres et sciences humaines de Strasbourg, assistés de vacataires. Deux certificats d'études littéraires générales (CELG) étaient préparés, en lettres classiques et en lettres modernes.

A la rentrée 1965, la « propé » déménagea au Petit lycée, situé 31, Grand-Rue, qui offrait, après les travaux d'aménagement, vingt et une salles de cours et une bibliothèque. Il était prévu pour accueillir 500 étudiants. L'existence du centre apparaissait cependant menacée par la réforme des études supérieures, annoncée par Christian Fouchet en mai 1965 : elle prévoyait la suppression des propédeutiques et l'introduction d'une spécialisation disciplinaire dès la première année du diplôme universitaire d'études littéraires (DUEL). Dès lors commença la bataille pour la création d'un collège littéraire universitaire à Mulhouse. La presse régionale relayait de façon efficace les aspirations des enseignants : ainsi Jean-Georges Samacoïtz publia dans *L'Alsace* du 27 mai 1965 un important article sous un titre mobilisateur « Le centre de propédeutique-lettres de Mulhouse sera-t-il fermé ? » et un sous-titre revendicatif : « Il faut maintenir dans le Haut-Rhin ce relais de la faculté. » Roland Beyer avoue avoir été dans un état permanent d'angoisse face aux menaces pesant sur les lettres mulhousiennes<sup>64</sup>. Mais les capacités d'accueil strasbourgeoises étant toujours saturées, la « propé » fut transformée en Collège littéraire universitaire (CLU) qui accueillit ses premiers étudiants à la rentrée de 1966 avec trois sections de lettres modernes, allemand et anglais. Seuls les enseignements de première année étaient dispensés, mais la montée en puissance progressive jusqu'à la licence était programmée pour les années suivantes.

Ces dix années qui suivirent les Journées scientifiques de 1958 furent sans doute décevantes pour ceux qui avaient imaginé l'avenir universitaire de Mulhouse. L'intendance eut parfois du mal à suivre, la réalité quotidienne pouvait paraître médiocre, mais le chemin parcouru était considérable : aux deux écoles d'ingénieurs, s'étaient ajoutés deux (et bientôt trois) établissements universitaires, indépendants les uns des autres, mais tous rattachés à

---

<sup>62</sup> Roland Beyer, agrégé d'italien, était à cette époque assistant de littérature comparée à la faculté des lettres de Strasbourg. Il habitait Mulhouse. Il assumait la direction du Centre de propédeutique, puis du CLU jusqu'en 1970 où il démissionna.

<sup>63</sup> J.-G. SAMACOÏTZ, *L'Alsace*, 8.10.1963.

<sup>64</sup> Interview par Matthieu Le Goïc et Gilbert Pinot, mai 2005.



l'Université de Strasbourg. La loi Edgar Faure d'orientation de l'enseignement supérieur permit de rassembler ces éléments dispersés.

### **Vers le regroupement et l'émancipation (1968-1975)**

Le millier d'étudiants mulhousiens<sup>65</sup> eut bien du mal à imprimer sa marque au mouvement de mai 1968 : au CLU, 150 étudiants décidèrent de se mettre en grève le 8 mai ; au CSU, le directeur consigna dans son compte-rendu d'activité que les événements de mai-juin 1968 avaient « peu affecté le fonctionnement ». Tout au plus certains témoignages, d'ailleurs contradictoires, signalent que le drapeau rouge fut hissé sur tel ou tel établissement. Mais cela n'empêcha pas de prendre très au sérieux la question de la réforme universitaire. Une initiative partit du CSU où se réunit une commission paritaire enseignants-étudiants bientôt étendue aux délégués élus des autres établissements mulhousiens. Elle établit un projet de « faculté polytechnique », daté du 6 juin 1968 qui fut présenté par Pierre Taglang et un représentant des étudiants au directeur général des enseignements supérieurs dès le 19 juillet, soit moins de dix jours après la nomination d'Edgar Faure au ministère de l'Éducation nationale<sup>66</sup>. Après avoir constaté que « les établissements de l'enseignement supérieur à Mulhouse étaient placés jusqu'ici sous des tutelles différentes et de ce fait ne possédaient pas de liens organiques entre eux » et que cela avait « certainement nui au développement harmonieux et concerté de ce complexe universitaire », le projet soulignait certaines particularités locales, notamment la tradition de préparer des cadres pour l'industrie : il s'agissait de former « des étudiants dans des domaines scientifique, technique, linguistique et littéraire répondant aux besoins de l'économie régionale et nationale, voire même internationale (...) ; son but serait également de former des enseignants et des chercheurs. » Un peu plus loin, il était dit que « la forme de l'enseignement devra permettre des débouchés dans la vie active à tous les niveaux ». Un des éléments essentiels de la future loi d'orientation était déjà en germe dans ce projet : « L'organe essentiel de la faculté est son conseil (...) constitué d'enseignants, de chercheurs, d'étudiants et de représentants du monde économique et industriel<sup>67</sup>. »

Cette proposition fut appuyée par les milieux économiques : Jacques-Henry Gros, en sa qualité de président de la chambre de commerce, prit l'initiative en juillet 1968 d'une consultation auprès d'un spécialiste de droit administratif, Roland Drago. Par la suite, il mena une campagne active avec Bernard Thierry-Mieg et Philippe Brandt pour que soit appliquée dans le Haut-Rhin la loi d'orientation d'Edgar Faure et que soit créée une université

---

<sup>65</sup> Il s'agit d'une estimation d'après une statistique de 1968 (année de recrutement supérieur à la moyenne) se décomposant ainsi : CSU : 300, CLU : 450 ; IUT : 200 ; ESCM : 218 ; ESITM : 50 ; total : 1 218. Cf. Liste des établissements d'enseignement supérieur et de recherche existant dans le Haut-Rhin, 3.12.1968, AMM 1117 W 43.

<sup>66</sup> Compte-rendu d'activité 1967-1968, AUHA, CU, 1-1/8.

<sup>67</sup> Rapport sur la Faculté polytechnique de Mulhouse, AUHA, CU, 11-1/2.

polytechnique du Haut-Rhin<sup>68</sup>. Les uns et les autres se rendirent vite compte cependant que la montée de l'esprit de contestation et des idées gauchistes dans les milieux enseignants et étudiants après 1968 rendaient plus difficile leur intervention dans les affaires universitaires : ainsi Bernard Thierry-Mieg, dans une lettre au préfet du 8 septembre 1969 s'inquiétait de « la mentalité de la majorité des universitaires et des étudiants » et craignait « des oppositions violentes » vis-à-vis des chefs d'entreprise<sup>69</sup>.

Aussi, l'évolution institutionnelle qui se dessina en 1969 fut essentiellement l'affaire des universitaires en relation avec le ministère de l'Éducation nationale. L'application de la loi d'orientation du 7 novembre 1968 commença par la création des unités d'enseignement et de recherche (UER). A Mulhouse, trois UER furent reconnues par un arrêté du 27 mars 1969, la Faculté des lettres et sciences humaines (FLSH), l'Institut des sciences exactes et appliquées (ISEA) et l'IUT. Chaque unité élaborait ses statuts et procéda à ses élections tandis qu'une commission constitutive travaillait à ceux du centre universitaire qui devait regrouper ces UER. Ces derniers furent approuvés par un arrêté du 15 avril 1970. Le 15 juin, Pierre Taglang fut élu président du futur centre, mais il dut attendre le décret du 6 octobre 1970 pour prendre officiellement ses fonctions à la tête du Centre universitaire du Haut-Rhin (CUHR). Celui-ci possédait les caractères d'un établissement public à caractère scientifique et culturel (EPCSC), mais restait lié par toute une série de conventions aux deux universités de Strasbourg, scientifique et littéraire. Mulhouse de ce point de vue partagea son sort avec cinq autres villes de métropole dotées d'un centre analogue, Angers, Le Mans, Perpignan, Chambéry et Valenciennes<sup>70</sup>.

Un problème particulier se posa alors pour les deux écoles d'ingénieurs : si l'ESITM resta provisoirement rattachée à l'Université Louis Pasteur de Strasbourg, l'ESCM se lança immédiatement dans un processus de rapprochement avec le CUHR. « Deux années de longues et délicates études ou mises au point, de navettes entre les services ministériels, le CUHR et l'école<sup>71</sup> » furent nécessaires pour aboutir au décret du 12 août 1972 qui autorisait l'école, toujours placée sous le contrôle d'une fondation privée, à adopter des statuts *analogues* à ceux d'une UER. Au passage, l'école perdit en 1971 la première année d'études de l'École d'application des hauts polymères qui fut rapatriée à Strasbourg...

Les évolutions politiques mulhousiennes et nationales permirent de passer à l'étape suivante dans un laps de temps relativement court. Depuis 1969 et sa rupture avec la SFIO, Émile Muller faisait partie d'un centre gauche susceptible d'entrer dans des majorités de gouvernement par le jeu des politiques d'ouverture. Le pas fut franchi de part et d'autre au lendemain de l'élection présidentielle de 1974 qui avait vu Émile Muller se présenter et

---

<sup>68</sup> J.-H. Gros et P. Brandt à E. Muller, 13.12.1968, AMM 1117 W 43. A noter qu'une Association pour l'université polytechnique du Haut-Rhin fut alors créée.

<sup>69</sup> B. Thierry-Mieg au préfet, 8.9.1969, *ibid.*

<sup>70</sup> Cf. Jacques MINOT, *Histoire des universités françaises*, Paris, PUF (Que sais-je ? n° 2600), 1991, p. 66. S'ajoutaient dans les DOM les centres universitaires des Antilles et de Saint-Denis-de-la-Réunion.

<sup>71</sup> *École supérieure...*, *op. cit.*, p. 47.

demander à ses électeurs de voter Giscard d'Estaing au second tour : il se rallia alors à la nouvelle majorité présidentielle. C'est dans ce contexte que se déroula le 12 juin 1975 la visite à Mulhouse de Jean-Pierre Soisson, premier secrétaire d'État aux Universités. Celui-ci intervint dans le cadre du conseil d'administration du CUHR, réuni à l'IUT de Mulhouse<sup>72</sup>, pour débattre en principe d'un contrat de développement pluriannuel<sup>73</sup>. Il surprit son monde en annonçant qu'il était prêt à ériger le CUHR en université de plein exercice. Aux trois UER existantes s'ajouteraient les deux écoles d'ingénieurs et le Centre d'enseignement et de recherche en formation d'adultes (CERFA), un service commun du CUHR depuis juin 1973 qui se consacrait à la formation continue<sup>74</sup>. L'objectif du gouvernement était de développer les universités petites et moyennes dans le cadre de la politique d'aménagement du territoire. Après discussion, Jean-Pierre Soisson insista pour que le conseil donne immédiatement son avis sur cette décision de principe afin que le recteur puisse aussitôt commencer sa mission « d'étudier les modalités de cette érection en liaison avec l'ensemble des universitaires et le conseil d'administration du CUHR ». La proposition recueillit 33 voix positives, 2 non, 2 bulletins blancs et un refus de vote<sup>75</sup>. Le soir, au cours d'une conférence de presse, Jean-Pierre Soisson rendit hommage à Émile Muller, « à l'origine en grande partie de la décision », et à Jacques-Henry Gros, président du Conseil économique et social d'Alsace (CESA) pour sa « contribution au développement » de l'université<sup>76</sup>.

Les syndicats d'enseignants avaient été pris de court<sup>77</sup>. On peut même dire que la décision avait été prise dans leur dos, en relation étroite avec le groupe rassemblant autour d'Émile Muller des industriels et des universitaires, qui continuait à se réunir comme vingt ans auparavant<sup>78</sup>. Dans ces conditions, les syndicats de gauche manifestèrent une certaine « grogne » dont Édouard Boeglin se fit l'écho dans *Les Dernières Nouvelles d'Alsace*<sup>79</sup>. Ils ripostèrent en préparant la succession de Pierre Taglang à qui ils reprochaient de plus en plus

---

<sup>72</sup> Les services généraux du CUHR avaient trouvé tant bien que mal à se loger dans les locaux de l'IUT de Mulhouse. Sur la situation du CUHR au moment de cette visite, voir Bernard REUMAUX, *L'Alsace*, 13 et 14.6.1975.

<sup>73</sup> Dans le document remis aux membres du conseil le 9 juin par P. Taglang, il est envisagé de créer à Mulhouse une école vétérinaire dont les enseignements seraient favorisés par l'environnement bioclimatique, l'existence de réserves naturelles et d'un zoo de grande renommée... (AMM 1117 W 44). Au delà de l'anecdote, Christine Musselin rappelle qu'une première expérience de contractualisation avait été expérimentée à l'époque par Jean-Louis Quermonne, directeur des enseignements supérieurs, mais n'avait pas survécu au remplacement en 1976 de J.-P. Soisson par A. Saunier-Seïté. Cf. C. MUSSELIN, *La longue marche des universités françaises*, Paris, PUF, p. 106.

<sup>74</sup> En application de la loi Delors de 1971. Il est devenu SERFA en 1987, CERFA étant un sigle appartenant en propre au ministère de l'Intérieur.

<sup>75</sup> PV du conseil du CUHR, 12.6.1975, AHUA 2-3/5.

<sup>76</sup> Discours de Jean-Pierre Soisson, 12.6.1975, AMM 1117 W 44.

<sup>77</sup> Jean-Pierre Soisson ironisa d'ailleurs sur ce thème : « Leur surprise (sous entendu des syndicats) m'a surpris » déclara-t-il à la presse (*L'Alsace*, 13.6.1975).

<sup>78</sup> Voir les comptes-rendus de ces réunions, AMM 1117 W 44.

<sup>79</sup> É. BOEGLIN, *DNA*, 27.6.1975.

ses méthodes autoritaires et avec lequel ils étaient en conflit permanent<sup>80</sup>. Le 30 juin, le conseil du CUHR élit André Kalt comme futur président à compter du 9 octobre<sup>81</sup>. Mais le recteur François Guyard invalida l'élection qui ne figurait pas à l'ordre du jour. Du côté du gouvernement, on avait la ferme intention d'aboutir avant le 8 octobre, date d'expiration du mandat de Pierre Taglang, de façon à neutraliser le conseil du CUHR.

Le projet de décret portant dissolution du CUHR et création de l'Université du Haut-Rhin fut soumis pour avis au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER), qui demanda son renvoi, et au conseil du CUHR qui vota le 29 septembre une résolution demandant la création de l'université par transformation du CUHR et « non par voie de dissolution autoritaire<sup>82</sup> ». Charles Heller, représentant du SNESup, rappela que le conseil du CUHR était d'accord avec cette transformation et que la protestation ne s'élevait que sur ses modalités : il était possible de réaliser celle-ci à partir des statuts du CUHR, c'est-à-dire en permettant à son conseil de conserver la maîtrise du processus. Pierre Taglang affirma avoir été « complètement court-circuité » dans cette affaire<sup>83</sup>.

Le lendemain, le SNESup dénonça lors d'une conférence de presse à Strasbourg le « coup de Mulhouse » : il contestait la forme – le manque de concertation et la violation de la loi d'orientation – et le fond, à savoir le projet « de créer par la force le premier exemple d'une université répondant aux désirs profonds du grand patronat » qui ne cachait plus « sa volonté d'intervenir directement dans le choix des programmes et des formations dispensées ». Ces termes visaient notamment l'intégration des deux écoles d'ingénieurs aux UER existantes. Le SNESup s'en prenait également à Bernard Laville Saint-Martin, directeur du CERFA et ami politique de Jean-Pierre Soisson, ainsi qu'au recteur dont les desseins autoritaires étaient dénoncés<sup>84</sup>. La polémique ne faiblit pas dans les jours suivants : l'intersyndicale du CUHR, regroupant le SNESup et le SGEN, diffusa le n° 1 d'une « publication à périodicité variable » intitulée *Le calendrier de la magouille*. « L'Université du Haut-Rhin semble bien mal partie » estima Jean-Jacques Schaettel dans *L'Alsace*<sup>85</sup>.

Finalement, le décret de création de l'Université du Haut-Rhin fut signé le 8 octobre 1975. Il était en retrait par rapport au projet initial, puisqu'il n'intégrait pas le CERFA dans les UER, mais restait ferme sur certains principes : aux trois anciennes UER du CUHR, s'ajoutaient les deux nouvelles correspondant aux écoles d'ingénieurs ; d'autre part, le pouvoir était provisoirement transféré au recteur, assisté d'une commission consultative composée des directeurs d'établissements, du secrétaire général du CUHR et d'un

---

<sup>80</sup> « Nommé directeur intérimaire de l'IUT (...), Taglang là encore et même plus qu'ailleurs, déploie ouvertement ses pratiques autoritaires, arbitraires, voir (sic) fascisantes » déclare une motion signée SNESUP-SGENSUP distribuée au conseil du CUHR du 28.5.1975 (AMM 1117 W 44).

<sup>81</sup> PV du conseil du CUHR, 30.6.1975, AUHA 2-3/6

<sup>82</sup> Par 17 voix contre 3, 7 abstentions et 2 refus de vote (DNA, 1.10.1975).

<sup>83</sup> PV du conseil du CUHR, 29.9.1975, AUHA 2-3/7.

<sup>84</sup> Jean-Jacques SCHAETTEL, *L'Alsace*, 1.10.1975.

<sup>85</sup> *L'Alsace*, 2.10.1975.

représentant du personnel ATOS<sup>86</sup> et de deux représentants des étudiants. Les enseignants en tant que tels n'étaient pas représentés. François Guyard s'employa immédiatement à rassurer en se présentant comme le gardien de la légalité universitaire, en définissant son rôle comme conservatoire et en s'engageant à ne prendre ses décisions qu'après avis de la commission consultative<sup>87</sup>.

L'Université du Haut-Rhin était née. Le cordon ombilical avec Strasbourg était coupé. Bien née ou mal née ? On peut en discuter. Avec le recul du temps néanmoins, il faut faire la part du climat politique de l'époque, très marqué encore par les engagements radicaux, tenir compte également des enjeux internes et locaux de pouvoir qui peuvent conduire à des raisonnements à court terme et à des réactions épidermiques. Or, cette université venait, comme on le sait, de loin, de beaucoup plus loin que sa contemporaine, l'Université de Corse, créée la même année. A chaque étape essentielle de cette longue histoire, œuvrèrent ensemble, qu'on le veuille ou non, les industriels, la Ville et les enseignants-chercheurs pour créer ce qui a fini par devenir *un* établissement aux caractères originaux. Tout le mérite du décret de 1975 est d'avoir reconnu officiellement ces efforts. C'était pour Mulhouse une grande victoire, la réalisation de sa « vocation ». Mais on voit mieux comment il faut comprendre le terme : non pas la pente naturelle le long de laquelle on se laisse glisser, mais au contraire la volonté dont on fait preuve à chaque pas pour réaliser ses objectifs.

## **II. Le défi : construire une université différente**

Contrairement à certaines craintes exprimées en 1975, une évolution assez nette se dessina à partir de cette date, celle de faire de l'université l'affaire des universitaires eux-mêmes. Non pas que les collectivités locales ou que les milieux économiques cessèrent d'intervenir dans son destin, mais ils le firent désormais davantage dans le cadre des institutions, aux places qui leur étaient dévolues dans les instances officielles, ou encore par les financements accordés aux projets qui leur étaient soumis. La naissance d'une université de plein exercice contribua certainement à faire des universitaires des interlocuteurs adultes placés à égalité avec leurs partenaires. Du même coup, ils étaient au pied du mur : c'était à eux de relever le défi consistant à transformer un regroupement d'établissements légués par le passé en véritable université et, évidemment, à la faire vivre par leurs enseignements et leurs activités de recherche. Ont-ils réussi ? Ces trente ans d'histoire peuvent le démontrer et expliquer comment ils l'ont fait.

---

<sup>86</sup> Abréviation désignant les personnels « administratifs, techniques, ouvriers » et de service. Aujourd'hui, on parle des IATOS, incluant également les ingénieurs.

<sup>87</sup> *L'Alsace*, 10.10.1975.

### **1975-1977, du provisoire qui dure**

Dans un premier temps, l'application du décret du 8 octobre se heurta à de graves difficultés juridiques pour transformer les deux écoles d'ingénieurs en écoles nationales supérieures d'ingénieurs (ENSI), mettre fin à leur régime privé et fixer le statut de leur personnel. Tant que ces questions n'étaient pas réglées, il n'était pas possible de mettre en place les institutions de l'Université du Haut-Rhin et de procéder à l'élection de ses instances représentatives. Le régime provisoire se prolongea donc jusqu'en juin 1977. Pendant toute cette période, l'UHR continua à être administrée par le recteur, François Guyard jusqu'en juillet 1976, puis Jacques Béguin. Dès la première réunion de la commission consultative le 14 octobre, le recteur désigna deux administrateurs-délégués, Jean-Baptiste Donnet, chargé des enseignements, des personnels et de la recherche, et André Aubert, secrétaire général de l'Académie, pour les questions administratives<sup>88</sup>.

L'assemblée constitutive provisoire, chargée de rédiger les statuts, se réunit pour la première fois le 18 novembre sous la présidence du recteur Guyard. Elle se composait de 68 personnes, les membres du conseil de l'ancien CUHR, les délégués élus des deux écoles d'ingénieurs, des représentants du CERFA et des personnalités extérieures nommées par le recteur. Elle élit comme président Roland Beyer, représentant de l'intersyndicale conduite par le SNESup, par 36 voix contre 30 à Jean-Baptiste Donnet qui n'avait d'ailleurs pas clairement fait acte de candidature. L'attitude constructive de l'assemblée se manifesta d'emblée par la décision de confier à Jean-Baptiste Donnet la vice-présidence<sup>89</sup>. Dans les délais impartis, les statuts furent adoptés le 27 février, revus en juin pour tenir compte des observations du secrétariat d'État aux Universités, puis promulgués par un arrêté du 12 août 1976. Leur mise en œuvre resta suspendue au règlement de la question des écoles d'ingénieurs.

Après de longues négociations, les ultimes décisions à ce sujet furent prises le 10 mars 1977 lors d'une réunion à Paris entre Alice Saunier-Seïté et une délégation alsacienne de onze personnalités. L'École nationale supérieure des industries textiles de Mulhouse (ENSITM) devint une UER à caractère dérogatoire ; l'École nationale supérieure d'ingénieurs de chimie de Mulhouse (ENSCMu) obtint le statut d'établissement public à caractère scientifique et culturel, conçu pour les universités, mais pouvant être attribué à une UER<sup>90</sup>. Quant au personnel, régi jusqu'alors par le droit privé, son intégration à la fonction publique était optionnelle, à condition de répondre à certains critères, et soumise au rythme de création d'emplois budgétaires. La mise en œuvre de cet accord se révéla très difficile : il fallut une loi en juillet 1978, mais la parution des décrets d'application fut retardée par des divergences importantes entre l'administration et les syndicats. Une crise ouverte éclata au sein de l'école en juin 1979. Finalement la parution des décrets en mai 1980 permit d'engager le processus d'intégration qui concerna la grande majorité du personnel jusque-là employé par la

---

<sup>88</sup> PV de la commission consultative, UHR, 14.10.1975, AUHA 3-1/6.

<sup>89</sup> É. BOEGLIN, *DNA*, 19.11.1975.

<sup>90</sup> Cf. J. MINOT, *Histoire des universités...*, *op. cit.*, p. 64.

fondation<sup>91</sup>.

En attendant, l'accord de mars 1977 leva les derniers blocages à la mise en place de l'UHR : les textes officiels furent soumis au CNESER qui les adopta à l'unanimité le 18 mars 1977 et signés par le Premier ministre, Raymond Barre, le 5 avril. Le conseil régulièrement élu se réunit le 20 juin sous la présidence de son doyen, Jean Dollfus, et élit Jean-Baptiste Donnet à la présidence de l'université<sup>92</sup>.

### **1977-1982, percée réussie**

Une des premières décisions prise par le nouveau conseil à l'initiative de son président, fut, le 17 octobre 1977, de changer de nom et d'adopter celui d'Université de Haute-Alsace (UHA), suggéré par l'historien Raymond Oberlé : on voulait sortir d'une vision départementale des choses et, sans doute aussi, affirmer l'autonomie de l'université en se débarrassant d'un nom imposé par un décret ministériel<sup>93</sup>.

Cette université présentait déjà un visage particulier qu'elle s'était forgé au cours des années antérieures et qu'elle continua à élaborer dans les premiers temps de son existence officielle. L'évolution de la FLSH, caractérisée, par la mise en place de formations professionnelles, est à cet égard significative. On pourrait y voir l'extension spontanée et, pour ainsi dire miraculeuse, d'une sorte de tradition mulhousienne au domaine des lettres, mais son origine réside plutôt dans la préoccupation des enseignants de trouver des débouchés à leurs étudiants. « Petite fac » pendant de nombreuses années, réduite à la délivrance de licences, la FLSH « lâchait » ses étudiants dans la nature sans les conduire au bout de leur cursus, sans pouvoir les préparer aux concours de recrutement des enseignants ou les initier à la recherche. Ainsi Raymond Oberlé, qui avait créé le département d'histoire à Mulhouse en 1972, explique avoir été bouleversé par les reproches d'un ancien étudiant qui se trouvait au chômage<sup>94</sup>. Cette prise de conscience était évidemment facilitée par la faiblesse des effectifs et par les contacts étroits qui en résultaient entre enseignants et étudiants. Il s'y ajoutait le sentiment d'une menace pesant sur l'existence des lettres à Mulhouse et donc la nécessité d'y faire autre chose qu'ailleurs. C'est ainsi que démarra en 1973 un enseignement de langues étrangères appliquées (LEA) au contenu pluridisciplinaire qui débouchait sur des emplois du

---

<sup>91</sup> D'après J.-P. FLEURY, R. WEY et J.-M. CHEZEAU, « De l'ENSCM-Fondation à l'ENSCMu-Pôle Chimie, l'évolution de l'école de 1972 à 1997 », *BSIM*, n° 836, octobre 1997, p. 48. Voir aussi l'article de J.-G. SAMACOÏTZ, *L'Alsace*, 19.6.1979.

<sup>92</sup> Seul candidat, J.-B. Donnet recueillit 40 voix ; il y eut 22 bulletin blancs et 3 nuls. PV du CA, UHR, 20.6.1977, AUHA 3-2/12. J.-B. Donnet, né en 1923 à Pontgibaud (Puy-de-Dôme), fit ses études à Strasbourg, commença sa carrière dans l'industrie (1946-1947), puis au CNRS (1947-1953) avant d'être nommé à l'École de chimie de Mulhouse. A la suite de sa carrière universitaire, il devint président de la SIM de 1991 à 1995. Il est commandeur de la Légion d'honneur. D'après Raymond OBERLE, « Donnet Jean-Baptiste », *NDBA*, p. 684-685.

<sup>93</sup> Le conseil fit d'abord son choix entre trois dénominations, UHR, UHA ou Université des Trois Frontières, puis il écarta dans un second vote l'adjonction d'un nom patronymique. PV du CA, UHA, 17.10.1977, AUHA 3-2/13.

<sup>94</sup> Interview par Geneviève Durrwell et Matthieu Le Goïc, mai 2005.

secteur tertiaire<sup>95</sup>. Raymond Oberlé créa en 1976 la première formation d'archivistique en France, destinée à pourvoir aux besoins des communes ou des entreprises en archivistes ; la licence des techniques d'archives et de documentation fut complétée en 1980 par un DESS d'archivistique<sup>96</sup>. Enfin, la licence de lettres modernes s'enrichit d'une option librairie en 1980<sup>97</sup>.

Du côté de l'ISEA, où les relations avec les entreprises locales étaient déjà anciennes, on innova en 1977 en introduisant l'enseignement par alternance pour la préparation de la maîtrise EEA. Une convention fut signée à cet effet entre l'UHA et la SIM à l'initiative de Lucien Cendré et de Bernard Lesage, du côté du Centre des jeunes dirigeants d'entreprises (CJD), et de Gérard Metzger et Gérard Binder pour l'UHA. La formation, s'étendant sur seize mois, commençait par sept mois en entreprise de juin à décembre, suivis de cinq mois à l'université, puis de quatre mois en entreprise avant la soutenance du mémoire en octobre<sup>98</sup>. L'ISEA adopta également en 1976 la maîtrise MIAGE (méthodes informatiques appliquées à la gestion des entreprises), un diplôme national expérimenté depuis 1970 à Paris, Montpellier et Toulouse<sup>99</sup>. Dans les années 1980, se développèrent les enseignements de troisième cycle par l'ouverture de plusieurs DEA, en chimie (1981), informatique (1982), physique (1983) et mathématiques (1985) et de DESS en logiciel des systèmes industriels (1983) et en sécurité dans l'industrie chimique (1985)<sup>100</sup>.

L'École textile acheva de s'intégrer à l'université, sous l'impulsion notamment de Pierre Sieger, son président de 1971 à 1986, et de Richard Schutz, directeur de 1976 à 1986. Depuis 1973, elle avait cessé de former des techniciens supérieurs en deux ans pour se consacrer exclusivement à la formation des ingénieurs et à la recherche. En octobre 1977, elle rejoignit enfin l'Illberg qui depuis dix ans, c'est-à-dire depuis l'ouverture du restaurant universitaire situé juste à côté, n'avait pas connu de nouvelle construction ! Elle accueillit dans ses locaux deux centres de recherche, l'Atelier expérimental de la région Est (AETRE) et le Centre de recherche de la mécanique appliquée au textile (CERMAT). En 1980, elle obtint l'habilitation pour un diplôme de docteur-ingénieur et délivra une vingtaine de doctorats entre 1977 et 1983 pour des thèses soutenues à l'école<sup>101</sup>.

La Maison de l'université, destinée aux services généraux hébergés jusque-là par l'IUT, entra en service en 1981. Conçue par l'architecte mulhousien Bernard Michau, qui choisit un revêtement de brique par référence à l'architecture industrielle locale, elle fut entièrement

---

<sup>95</sup> *L'Alsace*, 24.7.1973.

<sup>96</sup> Raymond OBERLE et Odile KAMMERER, « La licence des techniques d'archives et de documentation et le DESS (archivistique) délivrés par l'UHA », *BSIM*, n° 792, 1/1984, p. 59-62 ; Gérard FREYBURGER et Paul DELSALLE, « La FLSH », *L'Université de Haute-Alsace*, *BSIM*, n° 828, 1/1993, p. 19-23.

<sup>97</sup> G. FREYBURGER, « La licence « option » librairie », *BSIM*, n° 792, 1/1984, p. 63.

<sup>98</sup> Lucien CENDRE, Gérard BINDER, Louis LINCK et Bruno ENGEL, « L'enseignement par alternance à la maîtrise EEA », *ibid.*, p. 81-95.

<sup>99</sup> Gérard RAUCH, « La maîtrise MIAGE », *ibid.*, p. 51-52.

<sup>100</sup> André JUNG, « La FST », *BSIM*, n° 828, 1/1993, p. 14.

<sup>101</sup> Richard SCHUTZ, « ENSITM » et « La recherche à l'ENSITM », *ibid.*, p. 67-73 et 121-126.



financée par les collectivités locales, le Conseil régional, le Conseil général et la Ville de Mulhouse<sup>102</sup>.

Pour sa dernière rentrée en tant que président, en 1981, Jean-Baptiste Donnet déclara que l'UHA avait « réussi sa percée », en se fondant notamment sur l'évolution des effectifs : de 1 300 en 1975, les étudiants étaient désormais 2 700. « Les 3 000 sont en vue (...). Force est de constater que nous « décollons » » ajouta-t-il pour convaincre les derniers incrédules<sup>103</sup>...

### **1982-1987, consolidation**

Le physicien Alain Jaeglé<sup>104</sup>, qui prit sa succession en juin 1982, n'eut pas la tâche facile. Moins sans doute qu'un nouveau décalage entre la municipalité de Joseph Klifa (1981-1989) et la majorité de gouvernement jusqu'en 1986, il eut à subir pendant la plus grande partie de son mandat une période de vaches maigres, marquée par les difficultés de la conjoncture et la priorité donnée à la lutte contre l'inflation. En janvier 1987, à la veille de la visite du Premier ministre, Jacques Chirac, Jean-Georges Samacoïtz, grand défenseur de l'UHA dans la presse régionale, pointa « les questions d'intendance, les moyens, les crédits, les labos manquants » et évoqua « la grande misère d'une jeune université si dynamique » où on attendait toujours (?) la construction de la deuxième tranche de l'ex-CSU et ex-ISEA, devenu entre-temps Faculté des sciences et techniques (FST), et d'une « introuvable fac des lettres », projetée depuis 1972<sup>105</sup>. La situation y était déplorable en raison du délabrement des locaux et de leur exigüité pour accueillir 1 300 étudiants ! Alain Jaeglé fit tout son possible pour débloquer la situation, mais les choses continuèrent à traîner en longueur : décision officielle de construire en 1984, établissement du programme pédagogique en 1985, désignation des architectes en juin 1986, conflits provoqués par les dépassements budgétaires, etc. Les moyens en effet continuaient à manquer cruellement comme le montre l'évolution du compte financier de l'UHA (hors salaires), à la baisse de 1986 à 1988, passant de 38 à 33 millions de francs<sup>106</sup>.

Dans ce contexte défavorable, l'UHA put néanmoins compter sur ses partenaires locaux habituels pour consolider ses positions et les adapter aux nécessités de l'heure. A Colmar, l'IUT poursuivit son développement grâce au soutien de la Ville et de la Chambre de commerce, présidée par Pierre Netter de 1974 à 1989<sup>107</sup>. Au département initial de techniques de commercialisation, s'étaient ajoutés en 1974 celui des carrières juridiques, une bibliothèque commune en 1979, puis, en 1983, un département hygiène et sécurité, hébergé,

---

<sup>102</sup> É. BOEGLIN, *DNA*, 20.2.1980 ; J.-G. SAMACOÏTZ, *L'Alsace*, 20.2.1980.

<sup>103</sup> *DNA*, 10.10.1981 ; *L'Alsace*, 22.10.1981.

<sup>104</sup> Né en 1928 à Paris, il fut nommé maître de conférences à Mulhouse en 1971, puis professeur. A la suite de son mandat, il devint conseiller pour la science et la technologie à l'ambassade de France à Bonn, puis revint terminer sa carrière comme professeur à l'UHA. D'après Marie-Laure FREYBURGER, « Jaeglé Alain », *NDBA*, p. 1782.

<sup>105</sup> J.-G. SAMACOÏTZ, « Grandeur et misère de l'Université de Haute-Alsace », *L'Alsace*, 24.1.1987. A noter que la photo aérienne du campus illustrant l'article devait remonter aux années 1970 : les bâtiments de l'ENSITM n'y figurent pas...

<sup>106</sup> *Écho* (publication interne), n° 7.

<sup>107</sup> Pierre Netter présida le conseil de l'IUT de Colmar de 1993 à 2000. Cf. *DNA*, 19.12.2000.

rue du Rhin par la chambre de commerce. En octobre 1986, celui-ci put s'installer, rue du Grillenbreit, dans l'ancienne usine Berglas-Kiener réaménagée par la ville avec le soutien financier de la chambre de commerce et de la fondation Timken.

Mais l'apport essentiel des années 1980 fut sans nul doute l'émergence de l'Institut de recherches polytechniques (IRP) sous l'impulsion, puis la direction de Gérard Metzger<sup>108</sup>. Au départ, se trouve l'idée de rassembler des laboratoires de recherche appliquée de l'UHA dans des secteurs critiques sur les plans local et national et d'intensifier les rapports entre la recherche universitaire et l'industrie. Le choix se porta sur les automatismes industriels, les machines et fibres textiles, et la chimie. Une étude de faisabilité fut conduite par le CAHR et aboutit à un dossier soumis au Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT). Le 20 décembre 1982, celui-ci décida la création en Haute-Alsace d'un pôle productique de mécanique automatisée dont la partie recherche-développement était confiée à l'IRP<sup>109</sup>. Ce projet figura dans le contrat de plan État-Région de 1983 comme la première priorité en redéploiement industriel pour la région et en recherche pour l'UHA. Un comité de pilotage du pôle productique fut mis en place, associant de nombreux partenaires, le CAHR, la SIM, le Centre technique des industries mécaniques (CETIM) et l'UHA. En juin 1985, les états généraux de l'économie haut-rhinoise permirent de franchir une nouvelle étape par le projet d'un technopôle, concrétisé en 1987 par l'ouverture du parc d'activités de la Mer Rouge à Mulhouse. L'IRP put alors emménager dans la Maison du technopôle, rue Marc-Seguin, construite par les collectivités locales (Région, Département et Ville de Mulhouse) et la chambre de commerce.

Compte tenu de cette dynamique régionale incontestable, la création en décembre 1985 d'une « antenne » de l'Université de technologie de Compiègne à Sévenans, près de Belfort, à une cinquantaine de kilomètres de Mulhouse, fut perçue en Alsace comme une incongruité. Au sein du gouvernement, le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Pierre Chevènement, ne tint pas grand compte de la candidature de Mulhouse, défendue pourtant par son collègue, Jean-Marie Bockel, et préféra favoriser son fief électoral. Sur l'idée d'une collaboration entre « la jeune université belfortaine » et l'UHA pour le développement du technopôle haut-rhinois, Jean-Pierre Chevènement se montra « discret », se « garda bien de s'engager » et fit savoir à ses interlocuteurs en décembre 1985, en l'occurrence Joseph Klifa, Jean-Marie Bockel et le député Jean Grimont, « que le technopôle alsacien n'était pas une idée inintéressante<sup>110</sup> »...

La loi Savary de janvier 1984 conduisit par ailleurs à une refonte des statuts et à une évolution des structures de l'UHA. Trois nouvelles unités de formation et de recherche (UFR)

---

<sup>108</sup> Voir sur ce point les articles de Gérard METZGER, *BSIM*, n° 792, 1/1984, p. 109-110 ; *BSIM*, n° 827, 4/1992 ; *BSIM*, n° 828, 1/1993, p. 29-34.

<sup>109</sup> « Un pôle de ce type est le rassemblement des industries, des formations, des recherches et d'un centre technique, dans un même secteur industriel, avec une localisation concentrée et une importance significative sur le plan national » (G. METZGER, *BSIM*, n° 792, 1/1984, p. 109).

<sup>110</sup> D'après Jean-Claude MARCHISIO, *DNA*, 4.12.1985.

virent le jour en 1986, la Faculté des sciences et techniques (FST), qui succéda à l'ISEA, l'IRP et la Faculté des sciences économiques et sociales (FSES). Dirigée par François Mosser, celle-ci reprit à son compte certains enseignements assurés jusque là par la FLSH, notamment le département des langues étrangères appliquées, une maîtrise carrières internationales, ainsi qu'une formation originale aux métiers de la consommation et du consumérisme créée à Colmar en 1983 dans le cadre du CERFA<sup>111</sup>. En revanche, l'École de chimie, ne put rester un établissement public au sein d'un autre, c'est-à-dire d'un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPCSCP) tel que la loi Savary le définissait pour les universités. C'est pourquoi, son conseil décida d'utiliser l'article 43 de la loi et de se transformer en établissement public à caractère administratif (EPCA), rattaché à l'UHA par une convention qui fut signée en février 1986<sup>112</sup>.

Au cours de son mandat, Alain Jaegle put également mener à bien deux projets qui lui tenaient à cœur. Passionné par la culture scientifique et technique, il créa en 1983 le Centre de recherche et d'enseignement sur les sciences, les arts et les techniques (CRESAT)<sup>113</sup> et un diplôme d'université, avec une option de muséologie, délivré conjointement par l'ISEA et par la FLSH<sup>114</sup>. Dans le même esprit, il passa une convention avec la SIM pour conférer à sa bibliothèque un statut universitaire. D'autre part, il chercha à développer les relations transfrontalières : un passeport interuniversitaire donnant aux étudiants des trois universités de Bâle, Fribourg et Mulhouse les mêmes droits sur les trois sites fut mis en circulation en juillet 1985. C'était le prélude à la naissance en décembre 1989 à Bâle de la Confédération européenne des universités du Rhin supérieur (EUCOR) qui inclut également les universités de Strasbourg et de Karlsruhe.

### **1987-1992, nouvel élan**

Gérard Binder, président élu le 20 mai 1987, imprima incontestablement un style nouveau. Il manifesta d'emblée le souci de mieux faire connaître l'université, de soigner son « image médiatique » et de faire en sorte quelle soit « présente dans tous les débats ». Il voulait être un « homme reçu, écouté et...entendu » et commença par se faire connaître lui aussi : âgé de quarante et un ans, il se présenta comme un homme du cru, habitant Morschwiller-le-Bas, à côté de Mulhouse, où sa famille est établie depuis 1675, et comme un pur produit de l'université mulhousienne où il fit ses études et construisit sa carrière. Docteur en sciences physiques, spécialiste en électronique et en automatisme, il était directeur-adjoint de l'IRP au

---

<sup>111</sup> François MOSSER, « La FSES », *BSIM*, n° 828, 1/1993, p. 25-28. Voir également Yves RENOUX, « Formation de conseillers en consommation et développement régional », *BSIM*, n° 792, 1/1984, p. 97-99.

<sup>112</sup> J.-P. FLEURY, R. WEY et J.-M. CHEZEAU, « De l'ENSCM-Fondation... », *op. cit.*, p. 48-49.

<sup>113</sup> Le CRESAT est devenu en 2004 le Centre de recherche sur les économies, les sociétés, les arts et les techniques, une modification qui n'aurait sans doute pas eu l'accord de son fondateur...

<sup>114</sup> Cf. Alain JAEGLÉ, Alain RIEU et Louis KLEE, « Culture scientifique et technique », *BSIM*, n° 792, 1/1984, p. 53-57.

moment de son élection<sup>115</sup>. Concrètement, l'UHA adopta dans les mois suivants un logo, lança des campagnes de communication, diffusa un bulletin interne, *Écho*, qui connut sept numéros de mars 1991 à juin 1992... où la publication fut interrompue<sup>116</sup>. Dans la presse régionale, Gérard Binder s'attacha à présenter personnellement les informations essentielles concernant son université.

Comme pour équilibrer cette campagne médiatique, Gérard Binder s'attela également à un dossier de fond, la création d'une troisième école d'ingénieurs à l'UHA. L'objectif était en quelque sorte de faire pour l'enseignement ce qui avait marché pour la recherche dans le cadre de l'IRP, c'est-à-dire de regrouper des formations jusque-là dispersées. Guy Schultz fut chargé d'instruire le dossier et prit les contacts nécessaires avec les collectivités locales et le CAHR. La création de la nouvelle école, longtemps appelée ENSI3A, fut approuvée par le conseil de l'UHA en juin 1988, inscrite au contrat de plan État-Région signé en février 1989, et reconnue par la Commission du titre d'ingénieurs en décembre 1989. L'École supérieure des sciences appliquées pour l'ingénieur de Mulhouse (ESSAIM), spécialisée dans les systèmes automatiques industriels et dans les logiciels des systèmes industriels, put accueillir à la rentrée de 1990 sa première promotion de cinquante étudiants dans des installations provisoires montées à côté de l'École textile. Le bâtiment définitif, conçu par l'équipe d'architectes mulhousiens Pruvost, Riethmuller, Bik, et financé par les collectivités locales (Région, Département du Haut-Rhin et Ville de Mulhouse), fut construit sur l'Illberg de juillet 1992 au printemps 1994<sup>117</sup>. Les activités de recherche de l'IRP furent alors rapatriées à l'ESSAIM, conformément aux recommandations du Comité national d'évaluation des universités<sup>118</sup>.

Cette politique, volontariste et ambitieuse, bénéficia de l'embellie conjoncturelle de la fin des années 1980 et des nouvelles orientations insufflées par Lionel Jospin, ministre de l'Éducation nationale à partir du printemps 1988, pour faire face à la lame de fond des nouveaux bacheliers se pressant aux portes de l'université<sup>119</sup>. Au niveau de l'UHA, les effectifs commencèrent vraiment à décoller à la rentrée 1988, avec une croissance d'une année sur l'autre de 9,8 %, alors qu'ils n'avaient augmenté que de 12,6 % dans les quatre années précédentes, de 1983 à 1987. La FST fut d'ailleurs obligée de délocaliser à partir de cette rentrée certains enseignements de premier cycle à Colmar. Le rythme de croissance continua à être soutenu jusqu'en 1994, si bien que le nombre d'étudiants inscrits passa de 3

---

<sup>115</sup> D'après C. BASCHUNG, *L'Alsace*, 19.5.1987 ; D. WALTHER, *DNA*, 23.3.1988 et 10.7.1988.

<sup>116</sup> Chaque numéro est considéré comme un « numéro spécial », la mention, centrée et en caractères gras, se présentant d'ailleurs comme le titre de la publication.

<sup>117</sup> Gérard BINDER, « Une nouvelle école d'ingénieurs... l'ESSAIM », *BSIM*, n° 828, 1/1993, p. 55-57.

<sup>118</sup> Ce rapatriement n'est pas seulement géographique ; il correspondait également à une volonté de rendre à l'Université ce qui lui appartenait et à mettre fin à une gestion mixte publique/privée qui était délicate. Cf. Interview de Gérard Metzger, par M. le Goïc et G. Pinot, mai 2005.

<sup>119</sup> De 1982-1983 à 1990-1991, le taux d'accès d'une classe d'âge en terminale a bondi de près de 20 points, passant de 35,7 % à 54,5 % ; aux rentrées de 1987, 1988, 1989, les lycées accueillirent à chaque fois 100 000 élèves de plus. D'après Antoine PROST, *Education, société et politiques. Une histoire de l'enseignement de 1945 à nos jours*, Paris, Point-Seuil, 1997, p. 208-209. Voir aussi *L'Alsace*, 11.1.1990.

849 en 1987 à 6 874 en 1994, soit une hausse de près de 80 %<sup>120</sup>.

Face à cet afflux d'étudiants, variable d'une université à l'autre, mais général, le gouvernement décida un plan d'urgence en janvier 1990 et un plan pluriannuel d'aménagement et de développement universitaire en mai 1990. Les collectivités locales consentirent également de gros efforts financiers : une première convention de partenariat entre le Département du Haut-Rhin et l'UHA fut signée en décembre 1989, suivie d'une convention tripartite associant également la Ville de Mulhouse en mars 1991<sup>121</sup>. Du coup, les ressources de l'UHA (hors salaires) augmentèrent de 33 millions de francs en 1988 à 73 millions en 1991, soit une hausse de plus de 120 % en quatre ans<sup>122</sup>.

Le ministère de l'Éducation nationale lança d'autre part à partir de mars 1989 la politique contractuelle, « transformation profonde et inattendue », qui entraîna une véritable reconnaissance des universités et joua un rôle décisif dans le développement de leur autonomie<sup>123</sup>. La préparation des contrats « a donné aux universités, selon Christine Musselin, l'occasion de renforcer leur identité, d'afficher leurs différences, de mettre en avant leur spécificité » ; elle a fait « du président l'interlocuteur privilégié du ministère et le représentant légitime de son établissement<sup>124</sup> ». L'UHA décida de mettre l'accent sur la professionnalisation, conformément à son histoire et à ses compétences, et développa son projet autour d'un axe principal, « l'insertion professionnelle des étudiants dans les secteurs scientifiques, économiques et littéraires ». Ce premier contrat d'établissement 1991-1994 fut signé le 20 décembre 1990<sup>125</sup>. Puis vinrent la préparation du schéma Université 2000, qui procédait d'un esprit différent puisqu'il incluait le préfet de région, le recteur et les collectivités locales, et son approbation en novembre 1991<sup>126</sup> ; enfin, le troisième contrat quadriennal de recherche 1992-1995, signé en février 1992, qui se traduisit par une augmentation des crédits de 28 %<sup>127</sup>.

La transformation du campus de l'Illberg fut le résultat le plus tangible du nouveau cours pris par la gestion des universités en général et de l'UHA en particulier. La « fac des lettres », en réalité FLSH et FSES, due aux architectes Jemming, Spitz et Clapot, sortit enfin de terre et put accueillir ses premiers étudiants en mars 1992. Ils quittèrent sans regret le Petit lycée, dont

---

<sup>120</sup> D'après *Écho*, n° 7, juin 1992, complété par *U-mail*, février 2005 (à noter un décalage d'un an entre les deux séries statistiques).

<sup>121</sup> Les crédits du Département pour l'UHA passèrent de 2,5 MF en 1987 à 29 MF en 1992, ceux de la Ville de 1 MF à 15 MF, d'après G. Binder interviewé par D. WALTHER, *DNA*, 23.2.1992.

<sup>122</sup> Le compte financier se composait en 1990 du côté des recettes des subventions du ministère de l'Éducation nationale (54 %), des autres ministères (6 %), des collectivités locales (18 %) et des ressources propres (22 %), d'après *Écho*, n° 7, juin 1992.

<sup>123</sup> « Et le ministère reconnut les universités » est le titre du chapitre 5 consacré à la contractualisation par Christine MUSSELIN, *La longue marche...*, *op. cit.*, p. 102.

<sup>124</sup> A la différence des contrats quadriennaux de recherche, mis en place en 1983, qui ne permettent pas aux universités d'utiliser librement les crédits de recherche dirigés par le ministère en faveur de telle ou telle équipe. *Id.*, p. 109, 143-144, 148. Voir aussi D. BANNWARTH, *L'Alsace*, 20.2.1991.

<sup>125</sup> *DNA*, 20.2.1991 ; *Echo*, n° 1, mars 1991.

<sup>126</sup> *Écho*, n° 4, janvier 1992.

<sup>127</sup> *Écho*, n° 6, avril 1992.

les locaux avaient encore été qualifiés d' « indignes et honteux » par Gérard Binder... quatre ans auparavant<sup>128</sup>, mais furent moins heureux d'abandonner le centre-ville. Sur l'illberg, ils eurent l'occasion de côtoyer leurs camarades scientifiques avec lesquels les occasions de rencontre avaient été rares jusque-là. En face, la bibliothèque universitaire permit enfin de regrouper les fonds scientifiques et littéraires. Entre ces deux bâtiments et le restaurant universitaire, agrandi et rénové, la Ville aménagea la place Bernard-Thierry-Mieg, en hommage à l'un des pères fondateurs de l'UHA. Cette réalisation faisait partie d'un programme pluriannuel (1991-1994), conçu par le Service des espaces verts et de l'environnement de Mulhouse, qui permit de mettre en valeur le site de l'illberg et de présenter « une université dans un jardin »<sup>129</sup>. En bas du campus, le Département du Haut-Rhin finança entièrement la construction de la Maison de l'étudiant, une première en France. Destinée à héberger des services communs (scolarité, orientation, médecine préventive, sécurité sociale et mutuelles), un restaurant et l'animation culturelle, elle fut inaugurée en février 1993. Ses architectes, Norbert Chazaud, Frédéric Ladonne et Pierre Lynde, voulurent qu'elle ressemblât à un navire, avec des hublots, des passerelles et des coursives... De fait, au début des années 1990, le vaisseau UHA était paré pour affronter la haute mer.

### **1992-2005, rythme de croisière**

La barre fut confiée à Gilles Prado, élu président de l'UHA en mai 1992. Né au Havre en 1947, ancien élève de l'École de chimie, il était docteur en sciences physiques. Après avoir commencé sa carrière au CNRS et au *Massachusetts Institute of Technology* (MIT), il devint en 1981 professeur à l'UHA où il fonda et dirigea le laboratoire Gestion des risques et environnement (GRE). Gérard Binder, devenu entre-temps directeur du CAHR, poste qu'il dut abandonner en 1998, remplit un second mandat présidentiel de 1997 à 2002. Puis fut élu en mai 2002, Guy Schultz, un Mulhousien par la naissance en 1946, par sa formation, une maîtrise EEA et un doctorat de sciences physiques soutenu à Strasbourg, et par sa carrière, commencée certes à Strasbourg comme assistant, mais qui se déploya à partir de 1976 à l'UHA où il exerça notamment les fonctions de directeur de l'IUT de Mulhouse entre 1999 et 2002<sup>130</sup>.

Au cours de ces différents mandats, l'UHA a poursuivi son expansion, ce qui la distingue d'autres universités qui ont connu au contraire un reflux marqué. Elle a dépassé les 8 000 étudiants en 2003, soit une nouvelle augmentation de 17 % par rapport à 1994. Elle emploie en 2005 512 enseignants et 426 IATOS, auxquels s'ajoutent 71 personnes relevant du CNRS et 850 vacataires<sup>131</sup>. Elle a continué à suivre quelques directions privilégiées qui font son

---

<sup>128</sup> *L'Alsace*, 14.2.1988.

<sup>129</sup> Titre d'*Écho*, n° 5, mars 1992. Voir aussi J.-M. VALDER, *L'Alsace*, 10.9.1991.

<sup>130</sup> Documentation AUHA ; voir aussi Marie-Claire VITOUX, « Schultz Guy », *NDBA*, à paraître.

<sup>131</sup> A noter que l'effectif des étudiants a été multiplié par 4,8 de 1975 à 2005 tandis que le personnel enseignant l'a été par 2,5 et IATOS par 3. D'après *U-mail*, février 2005.

originalité et contribuent à son image.

La première est l'accent mis sur la professionnalisation, qui concerne aussi bien les disciplines académiques traditionnelles que les enseignements plus technologiques. Pour les premières, en langues vivantes et en histoire-géographie par exemple, la préparation du CAPES, introduite dans les années quatre-vingt-dix, est un élément essentiel de leur dispositif qui justifie pour de nombreux étudiants une inscription en deuxième cycle (licence et maîtrise, licence et master à partir de la rentrée 2005). Les licences professionnelles et les DESS (archivistique, muséologie) leur permettent d'envisager d'autres voies que l'enseignement secondaire. Pour les IUT, voués par nature à la formation professionnelle, l'UHA a innové en lançant une première nationale en 1990, un centre d'apprentissage universitaire proposant la préparation du DUT en alternance, entre entreprise et université<sup>132</sup>. Par la suite, la formation par alternance et la participation active des professionnels a été institutionnalisée et généralisée dans les instituts universitaires professionnalisés (IUP) qui mènent en quatre ans après le baccalauréat au titre d'ingénieur-maître<sup>133</sup>. Sur les trente-trois nouveaux diplômes habilités au cours du second mandat de Gérard Binder, vingt-trois étaient directement à finalité professionnelle : un DUT, dix licences professionnelles, deux IUP, huit DESS et deux formations trinacionales d'ingénieurs<sup>134</sup>. Dans la maquette LMD (licence-master-doctorat), mise en œuvre à la rentrée 2005, l'UHA propose onze DUT, quatorze licences professionnelles, vingt-six spécialités de master à finalité professionnelle (sur quarante), deux formations trinacionales, trois diplômes d'ingénieurs<sup>135</sup>.

Le pôle colmarien est particulièrement représentatif de cette orientation. Il s'est remarquablement étoffé et structuré au cours de ces douze dernières années, accueillant en 2005 environ 1 500 étudiants. Au 1<sup>er</sup> janvier 1993, l'IUT de Colmar est devenu une UFR indépendante, avec depuis 1991, un quatrième département de biologie appliquée, puis un cinquième en 1994, génie des télécommunications et réseaux. La rentrée 1992 a été marquée par l'ouverture, en collaboration avec la chambre de commerce, d'un premier IUP en ingénierie du commerce et de la vente. En 1999, a été créé un IUP de valorisation et transformation des productions agricoles (VTPA). Ces deux IUP ont été regroupés en 2000 avec la licence de consommérisme et la partie de la FST délocalisée à Colmar pour former le Département d'université de Colmar (DUC), puis en 2002 l'UFR pluridisciplinaire d'enseignement professionnalisé supérieur (PEPS). Quant aux IUT, ils ont obtenu le droit de délivrer des licences professionnelles, comme vins et commerce, depuis 2003, en collaboration avec l'Université Louis Pasteur et l'INRA, et depuis 2004, réseaux et

---

<sup>132</sup> D. WALTHER, *DNA*, 15.1.1994.

<sup>133</sup> Jacques REMORQUET, « L'IUP », *BSIM*, n° 828, 1/1993, p. 59-60.

<sup>134</sup> *U-mail*, juin 2002. La première expérience de formation trinationale a été inaugurée à la rentrée 1997 dans le domaine du génie mécanique en collaboration avec la *Berufsakademie* de Lörrach (Allemagne) et l'*Ingenieurschule* de Muttenz (Suisse). Cf. *L'Alsace*, 5.2.1997.

<sup>135</sup> *Offre de formation de L'Université de Haute-Alsace*, plaquette du SIO, UHA, 2005.

télécommunications, option intégration des services voix et données pour l'entreprise<sup>136</sup>. La plupart de ces formations, les laboratoires de recherche et la bibliothèque universitaire ont été rassemblées progressivement dans l'ancienne friche industrielle Berglas-Kiener réhabilitée et transformée par la Ville de Colmar. A partir de 1999 cependant, certaines formations ont rejoint le Biopôle, rue de Herrlisheim, et ont emménagé dans un bâtiment construit par la Région Alsace<sup>137</sup>.

Le deuxième axe de développement de l'UHA est la recherche. Quels que soient les liens, privilégiés à Mulhouse, entre la science et l'industrie, entre les laboratoires et les entreprises et entre l'enseignement universitaire et le métier, on sait par expérience que les objectifs ne seront vraiment atteints qu'en visant nettement au dessus de la cible immédiate. L'histoire de l'École de chimie et de l'École textile montre bien que c'est en élevant le niveau de leur recherche qu'elles ont pu remplir leur mission. De même, l'UHA ne peut jouer la carte de la professionnalisation qu'à condition de pouvoir s'appuyer sur une recherche de haut niveau. C'est tout le sens du message de l'IUT de Mulhouse par exemple lorsqu'il communiquait en 1992 dans la presse régionale sur ses laboratoires SESAM (sciences économiques et sociales appliquées de Mulhouse) et LAB.EL (Laboratoire d'électronique, instrumentation et traitement de l'information)<sup>138</sup>.

Le fer de lance de la recherche à l'UHA est le Centre de recherche sur la physico-chimie des surfaces solides, devenu en 1996 l'Institut de chimie des surfaces et interfaces (ICSI), dirigé par Jacques Schultz. C'est la seule unité propre de recherche (UPR) du CNRS dans le Haut-Rhin. Depuis septembre 1995, cette équipe est installée en haut de l'Illberg dans un bâtiment conçu par le cabinet mulhousien Morin & associés<sup>139</sup>. A partir de 1993, un pôle chimie s'est structuré en associant l'ENSCMu, la future ICSI et la FST : il regroupait, en 1997, 664 personnes (dont 419 étudiants), gérât 15 millions de francs de contrats, produisait 300 publications ou communications et une trentaine de thèses par an<sup>140</sup>. Son rayonnement international se traduit par des contrats avec des firmes du monde entier et des relations avec une cinquantaine d'universités étrangères.

Plus modeste en poids, la recherche en physique a été honorée en 1995 par le choix de Mulhouse, préféré à Londres, Amsterdam, Vienne ou Annecy, pour accueillir le siège de l'*European Physical Society*, société savante regroupant 70 organismes gouvernementaux et 50 000 physiciens du monde entier<sup>141</sup>. L'EPS, employant une dizaine de permanents, s'est d'abord installée en janvier 1997 dans la Maison du technopôle, avant d'emménager à la

---

<sup>136</sup> Voir *U-mail*, février 2004 et février 2005.

<sup>137</sup> Sont concernés les départements d'IUT génie biologique (ex-biologie appliquée), Hygiène, sécurité, environnement (ex-hygiène et sécurité) et l'IUP VTPA. D'après « L'UHA à Colmar », 12.5.2005, AUHA.

<sup>138</sup> J.-M. VALDER, *L'Alsace*, 1.7.1992.

<sup>139</sup> Cf. J. SCHULTZ et A. VIDAL, « ICSI », *BSIM*, n° 836, octobre 1997, p. 163. L'ICSI a été inauguré par François Bayrou le 20 juin 1996 (L. MARCK, *L'Alsace*, 21.6.1996).

<sup>140</sup> Cf. « La recherche scientifique en chimie à Mulhouse », *ibid.*, p. 75-177. Voir aussi J.-M. VALDER, *L'Alsace*, 24.10.1997.

<sup>141</sup> D. WALTHER, *DNA*, et D. MERCIER, *L'Alsace*, 27.6.1995.



rentrée 2004 dans ses nouveaux locaux de l'Illberg, inaugurés en janvier 2005 de façon à marquer le lancement de l'Année mondiale de la physique. Cette implantation a favorisé le rapprochement des laboratoires de physique pour constituer à leur tour un pôle spécialisé dans les matériaux<sup>142</sup>.

Face à la domination des sciences dures ou exactes à l'UHA, auxquelles sont rattachées encore les sciences pour l'ingénieur ou l'environnement et l'agronomie, les autres composantes de la recherche à l'UHA (lettres et sciences humaines, droit et sciences sociales, gestion et commerce) ne sauraient être considérées ni comme négligeables, ni... comme molles ou inexactes. C'est pourquoi, les littéraires ont préféré adopter la dénomination de sciences complexes<sup>143</sup> et ont réalisé en 2003 un *Annuaire des chercheurs en sciences complexes* pour présenter leurs travaux. Cette recherche pluridisciplinaire trouve sa concrétisation dans l'école doctorale Jean-Henri Lambert qui affiche l'ambition de rassembler les doctorants des différentes disciplines.

La pluridisciplinarité, troisième orientation fondamentale, est évidemment le reflet de la diversité des formations proposées par l'UHA. Certes, les scientifiques, à travers les trois écoles d'ingénieurs et la FST, continuent à donner à l'UHA sa coloration dominante, à laquelle contribuent également les deux IUT de Mulhouse et de Colmar. La FST, qui attendait toujours sa « deuxième tranche », a été dotée d'un bâtiment tout neuf, construit par le cabinet colmarien Mongiello et Plisson, au sommet de l'Illberg. Opérationnel depuis la rentrée 1997, il accueille le premier cycle et le SERFA, qui a pu ainsi rassembler ses activités mulhousiennes jusqu'alors dispersées. En mars 2001, Maurice Béjart est venu inaugurer l'amphithéâtre Gaston-Berger, en hommage à son père, l'un des pères fondateurs de l'UHA.

Mais l'enseignement scientifique subit depuis les années 1990 une désaffection qui se fait sentir également à Mulhouse. Les 8 000 étudiants de 2005 se répartissent en quatre parties sensiblement égales : 1990 scientifiques (FST et écoles d'ingénieurs), 1959 « technologiques », 1922 juristes et économistes, 1 629 littéraires auxquels s'ajoutent encore 484 étudiants du SERFA<sup>144</sup>. Or l'ensemble lettres/gestion n'attirait que 31 % de l'effectif en 1992-1993<sup>145</sup>. Entre-temps, l'UHA a considérablement élargi sa gamme et développé ces domaines que le Comité national d'évaluation de l'enseignement supérieur avait d'ailleurs désignés comme des points faibles en 1993<sup>146</sup>. A la FLSH, les diverses disciplines ont très progressivement investi la totalité des cycles d'études : ainsi en histoire, la maîtrise n'a été ouverte qu'en 1994, le DEA en 2001. De nouveaux départements ont été créés, comme l'italien, d'autres ont été rapatriés à la FLSH comme les langues étrangères appliquées ou les sciences de l'éducation, introduites à l'UHA en 1989 par la création du CUFEF (Centre

---

<sup>142</sup> J.-M. POLDER, *L'Alsace*, 28.11.1996.

<sup>143</sup> A l'initiative d'Odile Kammerer, présidente du conseil scientifique de la FLSH.

<sup>144</sup> *U-mail*, février 2005.

<sup>145</sup> Cf. *BSIM*, n° 828, 1/1993, p. 93.

<sup>146</sup> *L'Alsace*, 28.9.1993.

universitaire de formation des enseignants et des formateurs)<sup>147</sup>.

Mais l'accent a surtout été porté sur le développement de la FSES pour répondre à la tertiarisation de l'économie régionale : successivement ont été mis en place dans la décennie 1990 les enseignements de gestion et d'économie (licence en 1992), d'administration économique et sociale (AES) en 1995, enfin de droit à partir de la rentrée 1996. Cette montée en puissance a d'abord conduit la FSES à quitter la FLSH et à s'éparpiller dans des locaux provisoires, d'autre part à se transformer en 2001 en FSESJ (Faculté des sciences économiques, sociales et juridiques). Dès janvier 1997, l'idée a émergé d'implanter la FSES dans l'ancienne fonderie de la SACM, une friche industrielle aux dimensions impressionnantes, construite entre 1920 et 1922, dont la Ville prévoyait la réhabilitation dans le cadre d'une zone d'aménagement concertée (ZAC) remontant à 1991<sup>148</sup>. En effet, le campus de l'Illberg étant considéré comme saturé, on voulut saisir l'occasion de rapprocher les étudiants et l'université du centre-ville et de rassembler dans le même site plusieurs fonctions : université, mais aussi archives, bibliothèque, centre d'art, maison de quartier. De fait, comme à l'époque d'Émile Muller, la municipalité dirigée par Jean-Marie Bockel parie sur le développement universitaire pour transformer la ville. C'est en juillet 1999 que le ministère de l'Éducation nationale a donné son feu vert à l'opération. Le concours d'architectes a retenu en février 2002 le projet spectaculaire du cabinet Mongiello et Plisson<sup>149</sup>. Le terme de l'opération, dont le montant, 30 millions d'euros, est considérable, était prévu pour 2006, mais le chantier a pris du retard... L'histoire de l'UHA ne s'arrêtera pas en 2005 !

L'UHA occupe désormais toute sa place dans le concert des universités françaises et dans le cercle des universités du Rhin supérieur. Mais elle est différente. Elle l'est par les orientations qu'elle s'est choisies, la professionnalisation d'une partie des études, une exigence certaine de recherche, la pluridisciplinarité, elle l'est aussi par son rayonnement international, par sa dimension à taille humaine, par le site remarquable de son campus mulhousien. Mais surtout, elle reste une université jeune, en construction permanente, capable d'adaptations et d'innovations en fonction des évolutions et des nécessités. Il en résulte une véritable culture d'établissement, encore largement imprégnée par le vécu des dernières décennies : avec sans doute des variations d'une composante à l'autre, le sentiment dominant est que l'on doit continuer à faire ses preuves et que tous les défis n'ont pas encore été relevés. Cette inquiétude mobilisatrice permet à l'UHA de continuer d'aller de l'avant.

Les trente ans de l'Université de Haute-Alsace forment malgré tout une bien longue histoire puisqu'il faut remonter à 1822, au moins, pour en trouver les prémices. Dès l'origine,

---

<sup>147</sup> J. ROUSVOAL, « Le CUFEF », *BSIM*, n° 828, 1/1993, p. 61. Le CUFEF s'est investi dans les années 1990 dans la promotion du tutorat à l'UHA. Cf. *L'Alsace*, 23.9.1993.

<sup>148</sup> *L'Alsace*, 28.1.1997.

<sup>149</sup> *L'Alsace*, 11.2.2004 ; *L'Echo mulhousien*, n° 256, mars 2004, p. 20-25 ; *DNA*, 12.4.2002.

elle associe trois partenaires, les industriels, la Ville, les enseignants. Aujourd'hui, il faudrait sans doute changer le vocabulaire et l'ordre de l'énoncé, et parler plutôt d'une collaboration étroite entre les universitaires, les collectivités locales et les entreprises. Depuis les années 1950, un quatrième partenaire, l'Etat, intervient pour stimuler ou freiner selon les cas cet équipage mulhousien. Mais ce qui est remarquable, c'est que celui-ci s'est toujours mis d'accord sur la direction à prendre. Quand les uns tiraient, les autres poussaient, et ce n'étaient pas toujours les mêmes. Tout s'est bien passé, sauf à un moment, entre 1968 et la fin des années 1970. Les partenaires d'hier ont commencé à se méfier les uns des autres et à se déchirer. On a tiré à hue et à dia. Le décret d'octobre 1975 a porté la tension à son comble, mais... a ouvert la voie à la résolution de la crise. Finalement, il faut convenir que l'événement est loin d'être mince. Il ressemble bien à une naissance, avec tout ce que cela comporte de difficile et d'heureux à la fois. Et il mérite d'être fêté !

### **Remerciements :**

Mes remerciements vont à Eliane Michelon, directrice des Archives municipales de Mulhouse, à Françoise Pascal, conservateur à la Bibliothèque universitaire de la Société industrielle de Mulhouse, et à son adjointe, Mireille Moulins, à Caroline Laplane, chargée de communication à l'UHA, à Matthieu le Goïc, chargé du service des archives de l'UHA, pour l'importante documentation mise à ma disposition, ainsi qu'à Marie-Claire Vitoux et à Pierre Vonau pour leur relecture attentive, leurs conseils et leurs encouragements.

### **Principales abréviations**

CAHR : Comité d'action pour le progrès économique et social haut-rhinois  
CAPES : Certificat d'aptitude à l'enseignement secondaire  
CLU : Collège littéraire universitaire  
CSU : Collège scientifique universitaire  
CUHR : Centre universitaire du Haut-Rhin  
DEA : Diplôme d'études approfondies  
DESS : Diplôme d'études supérieures spécialisées  
ENSCMu : École nationale supérieure de chimie de Mulhouse  
ENSITM : École nationale supérieure des industries textiles de Mulhouse  
ESCM : École supérieure de chimie de Mulhouse  
ESIT : École supérieure des industries textiles  
ESSAIM : École supérieure des sciences appliquées pour l'ingénieur de Mulhouse  
FLSH : Faculté de lettres et sciences humaines  
FSES : Faculté de sciences économiques et sociales  
FST : Faculté des sciences et techniques  
ISEA : Institut des sciences exactes et appliquées  
IRP : Institut de recherches polytechniques  
IUP : Institut universitaire professionnalisé  
IUT : Institut universitaire de technologie  
SIM : Société industrielle de Mulhouse  
UER : Unité d'enseignement et de recherche  
UFR : Unité de formation et de recherche  
UHA : Université de Haute Alsace  
UHR : Université du Haut-Rhin